Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VIENNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N°86-2018-046

PUBLIÉ LE 27 AVRIL 2018

Sommaire

DDCS86

86-2018-04-20-001 - Arrêté 013 portant modification de la composition de la commission de médiation du département de la Vienne (6 pages) Page 4

DDT 86

86-2018-04-10-008 - AP 2018/DDT/SEB/212 portant reconnaissance du droit fondé en titre du moulin de Chézelles implanté sur la commune de Naintré rivière du Clain (2 pages) Page 11

86-2018-04-19-005 - RD 86-2018-00039 donnant accord pour commencement des travaux concernant la restauration hydromorphologique du cours d'eau le Vairon commune de JOURNET (4 pages) Page 14

86-2018-04-19-003 - RD 86-2018-00040 donnant accord pour commencement des travaux concernant l'entretien du cours d'eau du ruisseau des dames commune des Roches-Prémarie-Andillé (4 pages) Page 19

86-2018-04-19-004 - RD 86-2018-00041 donnant accord pour commencement des travaux concernant l'entretien du cours d'eau du ruisseau des dames commune des Roches-Prémarie-Andillé (4 pages) Page 24

Direction départementale des territoires

86-2018-04-12-002 - AI 2018/DDT/SEB/129 Portant homologation du plan annuel de répartition 2018 pour l'irrigation agricole à l'Organisme Unique de Gestion Collective Clain (39 pages) Page 29

86-2018-04-26-004 - AP 2018 DDT 240 fixant le plan de chasse grand gibier applicable dans le département de la Vienne pour la campagne cynégétique 2018-2019 (2 pages) Page 69

86-2018-04-26-005 - Arrêté Portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatif à la création de la nouvelle station de traitement des eaux usées du bourg de la commune de MARCAY (18 pages) Page 72

86-2018-04-23-004 - Portant dérogation à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la société des transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais à CHATELLERAULT (86). (3 pages) Page 91

86-2018-04-25-001 - Portant dérogation préfectorale à titre temporaire à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la société VEOLIA Propreté domiciliée à ITEUIL (86). (4 pages) Page 95

86-2018-04-23-003 - Portant réglementation de la circulation routière de l'Autoroute A10 pour la fermeture complète de la bretelle de sortie du diffuseur de Poitiers Nord (N°29) au vu des travaux d'entretien de chaussée. (3 pages) Page 100

DRFIP

86-2018-04-18-001 - Avenant convention de délégation du 19 décembre 2017 (2 pages) Page 104

PREFECTURE de la VIENNE

86-2018-04-16-017 - Arrêté n° 2018-DCL-BSA-18 portant autorisation de création d'un centre provisoire d'hébergement (CPH) dans le département de la Vienne (2 pages) Page 107

86-2018-04-26-003 - Arrêté préfectoral portant renouvellement du plan de gestion de la réserve naturelle nationale du Pinail pour la période 2018-2027 (2 pages) Page 110

UT DIRECCTE

86-2018-04-26-002 - Subdélégation de signature en matière d'inspection du travail de la Responsable de l'Unité Départementale de la Vienne de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la Région Nouvelle-Aquitaine (6 pages) Page 113

DDCS86

86-2018-04-20-001

Arrêté 013 portant modification de la composition de la commission de médiation du département de la Vienne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction départementale de la cohésion sociale
Pôle Égalité des chances et accès aux droits
Service Politiques sociales du logement

ARRÊTÉ n° 2018/DDCS/PECAD/013
du 20 avril 2018
portant modification de la composition
de la commission de médiation
du département de la Vienne

La Préfète de la Vienne,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu l'article L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation relatif aux commissions de médiation pour la mise en œuvre du droit au logement opposable (Dalo) ;

Vu le décret n° 2017-834 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande d'attribution de logement social ;

Vu les articles R. 441-13 et suivants du code de la construction et de l'habitation relatifs à la composition et au rôle de la commission de médiation pour la mise en œuvre du Dalo ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017/DDCS/PECAD/041 du 5 avril 2017 portant renouvellement de la composition de la commission de médiation Dalo du département de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-SG-DCPPAT-01 en date du 2 novembre 2017 donnant délégation de signature à M. Émile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Vu le courrier de l'association des maires de la Vienne du 1er septembre 2017 désignant M. Yannick CHASSIER, conseiller municipal de Chauvigny en remplacement de Mme Nathalie DEMAZEAU ;

Vu la réorganisation des services du Département à compter du 1er décembre 2017 ;

Vu les consultations des services et organismes représentés au sein du collège n° 5 de la commission de médiation pour la mise en œuvre du Dalo ;

Vu la proposition de la Directrice de la Croix Rouge par courriel du 2 janvier 2018 ;

Vu la proposition du Délégué du Poitou du Secours Catholique par courriel du 6 février 2018 ;

DDCS de la Vienne – 4, rue Micheline Ostermeyer – CS 10560 – 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 44 83 50 – Télécopie : 05 49 44 83 89 – courriel : ddcs@vienne.gouv.fr

Vu le courriel du 6 février 2018 du Conseil consultatif régional des personnes accueillies (CCRPA) Nouvelle-Aquitaine faisant part de son impossibilité de désigner un représentant en l'absence de candidat ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Vienne

ARRÊTE

Article 1 : La commission de médiation, créée dans le département de la Vienne conformément à l'article L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, est chargée d'examiner les recours amiables portés devant elle par les requérants en application du même article.

Article 2 : La commission de médiation est composée comme suit, conformément à l'article R. 441-13 du code de la construction et de l'habitation :

1°) Collège composé de trois représentants des services déconcentrés de l'État dans le département, désignés par le préfet

Trois représentants de la Direction départementale de la cohésion sociale – Pôle Égalité des chances et accès aux droits

2°) Collège composé des membres suivants :

Un représentant du Département désigné par le président du conseil départemental

Membre titulaire :

➲ M. Vincent RICATEAU-DUPUIS, chef du pôle Logement et insertion sociale, direction de l'action sociale à la direction générale adjointe des solidarités

Membres suppléants :

➲ Mme Marie-Jo LIVERTOUT, assistante sociale logement social, pôle Logement et insertion sociale, direction de l'action sociale à la direction générale adjointe des solidarités

➲ M. Pierre SÉNÉGAS, chargé de mission logement social et politique d'insertion sociale, direction de l'action sociale à la direction générale adjointe des solidarités

Deux représentants des communes désignés par l'association des maires du département

Membres titulaires :

➲ M. Christian PETIT, adjoint à la prévention, la sécurité et l'accessibilité à la mairie de Poitiers

➲ M. Yannick CHASSIER, conseiller municipal à la mairie de Chauvigny

Membres suppléants :

➲ M. Jean-Michel MEUNIER, conseiller municipal à la mairie de Châtellerault

➲ M. Daniel BEAUDEUX, conseiller municipal à la mairie de Châtellerault

3°) Collège composé des membres suivants :

Un représentant des organismes d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1 œuvrant dans le département, désigné par le préfet

DDCS de la Vienne – 4, rue Micheline Ostermeyer – CS 10560 – 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 44 83 50 – Télécopie : 05 49 44 83 89 – courriel : ddcs@vienne.gouv.fr

Membre titulaire :

➲ M. Pascal AVELINE, directeur général d'Habitat de la Vienne

Membres suppléants :

➲ M. Romain MIGNOT, secrétaire général d'Immobilière Atlantic Aménagement

➲ Mme Caroline POISSON, responsable du pôle gestion locative d'Ekidom

Un représentant des organismes œuvrant dans le département intervenant pour le logement des personnes défavorisées dans le parc privé et agréés au titre des activités de maîtrise d'ouvrage mentionnées à l'article L.365-2 ou des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale mentionnées à l'article L. 365-4, désigné par le préfet

Membre titulaire :

➲ Mme Chrystelle LORIDON, directrice de Soliha Agence Immobilière Sociale Vienne

Membre suppléant :

➲ Mme Virginie JATIAULT, Soliha Agence Immobilière Sociale Vienne

Un représentant des organismes oeuvrant dans le département chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un logement de transition, d'un logement–foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale, désigné par le préfet

Membre titulaire :

➲ Mme Claude HUGONNAUD, chef de pôle à Audacia

Membre suppléant :

➲ Mme Gwenaëlle GEFFROY, chef de service éducatif à Audacia

4°) Collège composé des membres suivants :

Un représentant d'une association de locataires œuvrant dans le département affiliée à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation mentionnée à l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, désigné par le préfet

Membre titulaire :

➲ Mme Michèle BELLOT-FRISQUET, représentante de l'association Force Ouvrière de défense des consommateurs et des locataires de la Vienne (AFoc86)

Membre suppléant :

➲ Mme Véronique VILLENEUVE, représentante de la confédération syndicale des familles (CSF)

Deux représentants des associations et organisations oeuvrant dans le département dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, désignés par le préfet

Membres titulaires :

➲ Mme Sylvie MAZIERES-GABILLY, directrice du Sisa (Service d'insertion sociale pour adultes), ADSEA (Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte)

➲ Mme Maud LOCRET, coordinatrice du Service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO), Croix Rouge

DDCS de la Vienne – 4, rue Micheline Ostermeyer – CS 10560 – 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 44 83 50 – Télécopie : 05 49 44 83 89 – courriel : ddcs@vienne.gouv.fr

Membres suppléants :

➲ Mme Virginie FOMBEUR, éducatrice spécialisée au Sisa, ADSEA
➲ Mme Fanny LAURIER, responsable d'équipe, Croix Rouge

5°) Collège composé des membres suivants :

Deux représentants des associations de défense des personnes en situation d'exclusion œuvrant dans le département, désignés par le préfet

Membres titulaires :

➲ M. Jean RENAUD, Udaf 86 (Union départementale des associations familiales de la Vienne)
➲ Mme Catherine POEY, Secours Catholique

Membres suppléants :

➲ M. Daniel SAUVÊTRE, président de l'Udaf 86

6°) Une personnalité qualifiée qui assure la présidence et qui dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix désignée par le préfet

➲ Mme Marie Annick PALAU

Article 3 : Un représentant de la personne morale gérant le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) peut assister à la commission à titre consultatif.

Article 4 : Conformément à l'article R. 441-13 du code de la construction et de l'habitation, les membres de la commission mentionnés du 1° au 5° ainsi que leurs suppléants sont nommés pour une durée de trois ans. Leur mandat peut être renouvelé deux fois. La personnalité qualifiée qui assure la présidence est nommée pour une durée de trois ans renouvelable.

Les membres titulaires ou suppléants démissionnaires ou décédés sont remplacés par de nouveaux membres nommés, selon les mêmes modalités, pour la durée du mandat restant à courir.

Article 5 : La commission élit parmi ses membres un ou deux vice-présidents qui exercent les attributions du président en l'absence de ce dernier.

Article 6 : La commission délibère à la majorité simple. Elle siège valablement à la première convocation si la moitié de ses membres sont présents et à la seconde convocation si un tiers des membres sont présents.

Un règlement intérieur détermine les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission.

Article 7 : Le secrétariat de la commission, auquel sont adressés les recours, est assuré par la Direction départementale de la cohésion sociale, 4 rue Micheline Ostermeyer – CS 10560 – 86021 Poitiers Cédex.

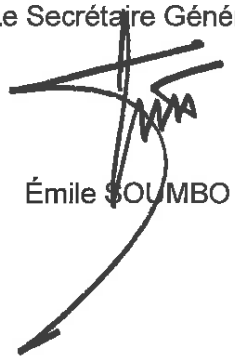
Article 8 : La commission se réunit en tant que de besoin sur convocation du secrétariat.

Article 9 : L'arrêté n° 2017/DDCS/PECAD/041 du 5 avril 2017 portant renouvellement de la composition de la commission de médiation du département de la Vienne est abrogé.

DDCS de la Vienne – 4, rue Micheline Ostermeyer – CS 10560 – 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 44 83 50 – Télécopie : 05 49 44 83 89 – courriel : ddcs@vienne.gouv.fr

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale par intérim sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne .

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Émile SOUMBO

DDCS de la Vienne – 4, rue Micheline Ostermeyer – CS 10560 – 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 44 83 50 – Télécopie : 05 49 44 83 89 – courriel : ddcs@vienne.gouv.fr

DDT 86

86-2018-04-10-008

AP 2018/DDT/SEB/212 portant reconnaissance du droit fondé en titre du moulin de Chézelles implanté sur la commune de Naintré rivière du Clain

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFETE DE LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

ARRETE PREFECTORAL N°2018 /DDT/SEB/212

en date du 10 avril 2018

portant reconnaissance du droit fondé en titre du moulin de Chezelles implanté commune de Naintré rivière du Clain.

Préfète de la Vienne
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

VU le décret N° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 août 2017 du président de la république nommant Madame Isabelle DILHAC, Préfète de la Vienne ;

VU l'arrêté n° 2018-SG-DCPPAT-10 du 3 avril 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Gilles LEROUX Directeur départemental adjoint des territoires de la Vienne ;

VU la décision n° 2018-DDT-17 du 3 avril 2018 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne ;

VU l'existence du moulin de Chezelles à Naintré sur la carte de Cassini, et les copies d'extraits d'actes authentiques identifiant l'ouvrage en l'an 1257 ;

VU la reconnaissance des ouvrages et des lieux réalisés par un agent assermenté de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne en date du 2 février 2018 ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L.214-6 du code de l'environnement, les installations et ouvrages fondés en titre sont réputés déclarés ou autorisés, du fait de leur antériorité, au titre de la loi sur l'eau du 4 janvier 1992 ;

CONSIDÉRANT qu'une installation ou un ouvrage est fondé en titre dès lors que son existence est antérieure à l'abolition des privilèges du 4 août 1789 et que le droit d'eau, c'est-à-dire la force motrice du cours d'eau, n'a pas été modifié par un changement d'affectation des ouvrages principaux, ou par leur ruine, permettant de le faire fonctionner ;

CONSIDÉRANT que les pièces produites par le demandeur attestent de l'existence du Moulin de Chezelles antérieurement au 4 août 1789 et que les ouvrages principaux n'ont pas fait l'objet de modifications apparentes, la force motrice, et donc le droit d'eau, ayant ainsi été conservé ;

CONSIDÉRANT que Monsieur ALCORTA José Gérant de la SCI CLAIN, propriétaire du bâtiment, n'a fait part d'aucune observation technique, dans les délais qui lui étaient impartis, sur le projet d'arrêté qui lui a été adressé le 6 mars 2018.

ARRÊTE

Article 1 : Reconnaissance du droit fondé en titre

Le moulin de Chezelles implanté commune de NAINTRE en dérivation de la rivière du Clain est reconnu fondé en titre.

Article 2 : Consistance du droit fondé en titre

La consistance du droit fondé en titre – puissance maximale brute (PMB exprimée en kilowatts) – attachée à l'ouvrage est estimée à :

PMB = 195 Kw

L'ouvrage est équipé d'un seul coursier à passage unique.

Article 3 : Augmentation de la puissance maximale brute

Toute augmentation de la puissance maximale brute objet de la consistance du droit fondé en titre du moulin vieux est soumise à autorisation préfectorale en application du décret N° 2014-750 du 1er juillet 2014 harmonisant la procédure d'autorisation des installations hydroélectriques avec celle des installations, ouvrages, travaux et activités prévues aux articles L.214-1 à L.214-6, L. 214-18-1, R.214-1 et R.181-45 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations. **Notamment la réglementation visant la restauration de la continuité écologique** (franchissement des espèces piscicoles et transit sédimentaire) **conformément à l'article L 214-17 du Code de l'Environnement et à l'arrêté de classement des cours d'eau sur le Bassin Loire-Bretagne du 10 juillet 2012**

Article 5 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers, par les intéressés, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le dit acte leur a été notifié et un délai de quatre mois pour les tiers, à compter de la publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture- prévue au R. 214-19 du Code de l'Environnement.

Article 6 : Publicité

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Vienne et affiché à la mairie de NAINTRE (86).

Article 7 : Exécution

La Préfète de la Vienne, le Maire de la commune de Naintré (86), le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne, l' Agence Française pour la Biodiversité, le Commandant du Groupement de la Gendarmerie de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le 10 avril 2018

Pour la préfète
Et par délégation,
La responsable de Service Eau et Biodiversité

Catherine AUPERT

DDT 86

86-2018-04-19-005

RD 86-2018-00039 donnant accord pour commencement des travaux concernant la restauration hydromorphologique du cours d'eau le Vairon commune de JOURNET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT LA RESTAURATION HYDROMORPHOLOGIQUE DU COURS D'EAU LE VAIRON COMMUNE DE JOURNET

DOSSIER N° 86-2018-00039

La préfète de la VIENNE

Officier de l'Ordre national du mérite

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne (LOIRE-BRETAGNE) approuvé par arrêté le 18 novembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 19 Avril 2018, présenté par FDAAPPMA de la Vienne représenté par Monsieur le Président , enregistré sous le n° 86-2018-00039 et relatif à la restauration hydromorphologique du cours d'eau le Vairon ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

FDAAPPMA de la Vienne
4 rue Caroline Aigle
86000 POITIERS

concernant :

Restauration hydromorphologique du cours d'eau le Vairon sur 99 mètres linéaires.

dont la réalisation est prévue dans la commune de JOURNET

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de JOURNET

où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la VIENNE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie , et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A POITIERS, le 19 AVR. 2018

Pour la Préfète de la VIENNE et par délégation

La Responsable du Service
Eau et Biodiversité

Catherine AUPERT

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

DDT 86

86-2018-04-19-003

RD 86-2018-00040 donnant accord pour commencement des travaux concernant l'entretien du cours d'eau du ruisseau des dames commune des Roches-Prémarie-Andillé

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFETE DE LA VIENNE

RECEPISSE DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT L'ENTRETIEN DU COURS D'EAU DU RUISSEAU DES DAMES COMMUNE DES ROCHES-PREMARIE-ANDILLE

DOSSIER N° 86-2018-00040

La préfète de la VIENNE
Officier de l'Ordre national du mérite
Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin-Loire Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 19 avril 2018, présenté par la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques (FDAAPPMA) de la Vienne représentée par Monsieur le Président, enregistré sous le n° 86-2018-00040 et relatif à : L'entretien du cours d'eau du ruisseau des Dames ;

donne récépissé de déclaration au pétitionnaire suivant :

La FDAAPPMA de la Vienne
4, rue Caroline Aigle
86000 POITIERS

concernant :

L'entretien et la restauration du cours d'eau du ruisseau des Dames

dont la réalisation est prévue dans la commune des ROCHES-PREMARIE-ANDILLE

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie des ROCHES-PREMARIE-ANDILLE

où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) SAGE Clain pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la VIENNE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune des ROCHES-PREMARIE-ANDILLE, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A POITIERS, le 19 avril 2018

Pour la Préfète de la VIENNE
Et par délégation,
La responsable de Service Eau et Biodiversité

Catherine AUPERT

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « Informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 30 mai 2008 (3.2.1.0)

DDT 86

86-2018-04-19-004

RD 86-2018-00041 donnant accord pour commencement des travaux concernant l'entretien du cours d'eau du ruisseau des dames commune des Roches-Prémarie-Andillé

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFETE DE LA VIENNE

RECEPISSE DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT L'ENTRETIEN DU COURS D'EAU DU RUISSEAU DES DAMES COMMUNE DES ROCHES-PREMARIE-ANDILLE

DOSSIER N° 86-2018-00041

La préfète de la VIENNE

Officier de l'Ordre national du mérite

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin-Loire Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 19 avril 2018, présenté par la commune des Roches-Prémarie-Andillé représenté par Monsieur le Maire, enregistré sous le n° 86-2018-00041 et relatif à : L'entretien du cours d'eau du ruisseau des Dames ;

donne récépissé de déclaration au pétitionnaire suivant :

Le maire de la commune
des Roches-Prémarie-Andillé
Route de Poitiers
86340

concernant :

L'entretien et la restauration du cours d'eau
du ruisseau des Dames

dont la réalisation est prévue dans la commune des ROCHES-PREMARIE-ANDILLE

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Une copie sera transmise à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Clain pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la VIENNE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune des ROCHES-PREMARIE-ANDILLE, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en

résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A POITIERS, le 19 avril 2018

Pour la Préfète de la VIENNE
Et par délégation,
La responsable de Service Eau et Biodiversité

Catherine AUPERT

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 30 mai 2008 (3.2.1.0)

Direction départementale des territoires

86-2018-04-12-002

AI 2018/DDT/SEB/129
Portant homologation du plan annuel de répartition 2018 pour l’irrigation agricole à l’Organisme Unique de Gestion Collective Clain

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires de la Charente

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Direction Départementale des Territoires des Deux-Sèvres

ARRETE INTERDEPARTEMENTAL_DDT_N°129

Portant homologation du plan annuel de répartition 2018 pour l'irrigation agricole à l'Organisme Unique de Gestion Collective Clain

La Préfète de la Vienne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet de la Charente
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet des Deux-Sèvres
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Civil,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la Région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme de mesures ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2013 portant désignation de la Chambre d'Agriculture de la Vienne en qualité d'Organisme Unique de Gestion pour le bassin du Clain ;

Vu l'arrêté N°2010/DDT/SEB/974 en date du 30 décembre 2010 fixant dans le département de la Vienne la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux (Z.R.E.) modifié par l'arrêté n°2011/DDT/SEB/1723 du 5 avril 2011 ;

Vu l'ensemble des autorisations de prélèvements pré-existantes,

Vu l'arrêté interdépartemental 2017_DDT_590 portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour l'irrigation de l'OUGC Clain ;

Vu le règlement intérieur porté en annexe du dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle de l'OUGC Clain ;

Vu le projet de Plan annuel de Répartition 2018 de prélèvements d'eau pour l'irrigation de l'OUGC Clain ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des deux-sèvres lors de sa séance du 27 mars 2018 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Charente lors de sa séance du 15 mars 2018;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Vienne lors de sa séance du 29 mars 2018 ;

Considérant que « l'installation, l'ouvrage, le travail, l'activité » faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique pluriannuelle au titre du code de l'environnement ;

Considérant que la Chambre d'Agriculture de la Vienne exerce la mission d'organisme unique de gestion collective sur son périmètre d'intervention ;

Considérant que le projet permet de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet ne porte pas atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 ;

Considérant que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et n'est pas de nature à compromettre l'objectif d'atteinte du bon état écologique et chimique pour les masses d'eau comprises sur le périmètre de gestion collective ;

Considérant que le projet est compatible avec les plans d'aménagement et de gestion durable et conforme aux règlements des schémas d'aménagement et de gestion des eaux du Schéma d'Aménagements et de Gestion des Eaux (SAGE) en cours d'élaboration du bassin du Clain ;

Sur proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures de la Vienne, des Deux-Sèvres et de Charente ;

ARRÊTENT

Article 1er – Homologation du plan annuel de répartition

Le pétitionnaire Organisme Unique de Gestion Collective Clain (OUGC Clain), représenté par Monsieur MARCHAND, président de la Chambre d'Agriculture, sur le bassin du Clain, est bénéficiaire de l'homologation du plan annuel de répartition prévue aux articles R214-31-1 à R214-31-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions définis par le présent arrêté, et dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

La liste des prélèvements et les conditions de prélèvement pour la campagne d'irrigation 2018 sont détaillées en *annexe 1*.

Article 2 – Durée de l'homologation du plan annuel de répartition

L'homologation du plan annuel de répartition pour la campagne d'irrigation 2018 est accordée jusqu'au 31 mars 2019 selon la décomposition suivante :

- Période étiage printemps / été : du 1er avril au 31 octobre 2018
- Période hivernale (hors étiage) : du 1er novembre 2018 au 31 mars 2019

Dans tous les cas, cette homologation du plan annuel de répartition pourra être révisée sur demande du bénéficiaire selon les modalités prévues à l'article 8 de l'arrêté interdépartemental 2017_DDT_590 d'autorisation unique, et de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des trois départements et affiché dès réception dans les mairies concernées.

Le présent arrêté peut faire l'objet, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif :

- par les tiers intéressés en raisons des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'autorisation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1er et 2e.

La présente autorisation est délivrée sans préjudice des droits des tiers qui sont et demeurent réservés.

Article 4 – Publication et information des tiers

En application de l'article R. 214-31-3 du code de l'environnement :

- La présente homologation est publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,
- Les préfets de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente font connaître à chacun des irrigants de leur département le volume d'eau qu'ils peuvent prélever en application du plan de répartition et leur indiquent les modalités de prélèvement à respecter ;
- Le plan annuel de répartition homologué est mis à la disposition du public en mairie de Mignaloux Beauvoir, siège de l'OUGC, pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- Le plan annuel de répartition homologué est transmis pour information au président de la commission locale de l'eau du SAGE du bassin du Clain ;
- La présente homologation sera mise à disposition du public sur le site Internet des préfectures de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 11 – Exécution

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,
Les Sous-Préfets de Châtellerault, Montmorillon, Bressuire, Parthenay, Confolens,
Les maires des communes concernées dans les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,
Les directeurs départementaux des territoires de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle Aquitaine,
Le directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine,
Les directeurs départementaux de la cohésion sociale et de la protection de la population de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente,
Les directeurs départementaux de la sécurité publique de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,
les commandants des groupements de gendarmerie de la Vienne, des Deux-Sèvres, et de la Charente,
Les chefs des services départementaux de l'Agence Française de la Biodiversité de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente,
Les chefs des services départementaux de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Poitiers, 12 AVR. 2018
La Préfète,
La Préfète

Isabelle DILHAC

A Niort,
Le Préfet
Pour le Préfet, et par délégation,
e Secrétaire Général de la Préfecture

Didier DORÉ

A Angoulême,
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Xavier OZERWINSKI

N_ddt	DDT	N_suivi	SCAGE RESEAU CLAIN	volume SCAG	np_riv	indicateur	ss_bassin_gestion_VP	Nb de point/exploitation/ss bassin VP	Nb de point/Indicateur	PAR2017 / indicateur	2018 total vol proposé par indicateur	2018 Volume demandé	2018 Volume demandé par indicateur	PAR2018 après validation DEM
24210	86	55433			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	55 500	**55 500**	30 000	**30 000**	**30 000**
N_ASA?	86	148578			R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	80 000	**-**	80 000	**80 000**	**-**
79293	79	55868	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	116 538	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	116 500	**116 500**	116 540	**116 540**	**116 540**
900073	86	55886			N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1	15 000	**15 000**	15 000	**15 000**	**15 000**
15816	86	55529	SCAG AUXANCES	77 558	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1		**77 600**		**-**	**-**
79358	79	55869	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	64 166	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	64 200	**128 300**	64 170	**128 340**	**64 170**
79557	79	55869	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	64 166	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	64 200	**128 300**	64 170	**128 340**	**64 170**
79225	79	55497	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	57 365	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	20 900	**57 400**	20 940	**20 940**	**20 940**
29307	86	55439	SCAG CLAIN MOYEN	126 253	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	126 300	**126 300**	59 340	**59 340**	**59 340**
1002	86	55520	SCAG CLAIN MOYEN	11 843	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	11 800	**106 700**	11 840	**106 720**	**11 840**
1009	86	55520	SCAG CLAIN MOYEN	94 874	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	94 900	**106 700**	94 880	**106 720**	**94 880**
88066	86	55558	SCAG CLAIN MOYEN	31 844	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	31 800	**31 800**	31 840	**31 840**	**31 840**
11509	86	55834			N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	19 100	**19 100**	19 100	**19 100**	**19 100**
87073	86	55583	SCAG CLAIN MOYEN	14 072	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	14 100	**14 100**	-	**-**	**-**
4305	86	55438			N2	BREJEUILLE 2 INFRA	BREJEUILLE 2 INFRA	1	1	6 300	**6 300**		**-**	**-**
791027	79	55492			N2		LA RAUDIERE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
32	86	55573	SCAG CLAIN MOYEN	31 125	R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	31 100	**94 900**	31 130	**94 930**	**31 130**
6005	86	55573	SCAG CLAIN MOYEN	63 800	R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	63 800	**94 900**	63 800	**94 930**	**63 800**
10203	86	55816			N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	34 100	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**

26101	86	55545			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	-	**39 400**	39 380	**39 380**	**39 380**
34	86	55568			R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
14102	86	55576	SCAG CLOUERE	47 406	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	47 400	**47 400**	47 400	**47 400**	**47 400**
30003	86	55863	SCAG DE LA PALLU	75 238	N1	CHABOURNAY	PALLU	2	1	75 200	**75 200**	75 240	**75 240**	**75 240**
5314	86	55863	SCAG DE LA PALLU	-	N1	PUZE	PALLU	2	2		**95 700**	-	**95 690**	**-**
5331	86	55863	SCAG DE LA PALLU	95 690	N1	PUZE	PALLU	2	2	95 700	**95 700**	95 690	**95 690**	**95 690**
7614	86	55863	SCAG AUXANCES	-	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18		**949 100**	-	**948 090**	**-**
7616	86	55863	SCAG AUXANCES	-	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18		**949 100**	-	**948 090**	**-**
29208	86	55863	SCAG AUXANCES	-	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18		**949 100**	-	**948 090**	**-**
29209	86	55863	SCAG AUXANCES	-	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18		**949 100**	-	**948 090**	**-**
29218	86	55863	SCAG AUXANCES	-	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18		**949 100**	-	**948 090**	**-**
29219	86	55863	SCAG AUXANCES	-	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18		**949 100**	-	**948 090**	**-**
29402	86	55863	SCAG AUXANCES	-	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18		**949 100**	-	**948 090**	**-**
29204	86	55863	SCAG AUXANCES	42 960	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	43 000	**949 100**	42 960	**948 090**	**42 960**
6007	86	55863	SCAG AUXANCES	68 715	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	68 700	**949 100**	68 710	**948 090**	**68 710**
7604	86	55863	SCAG AUXANCES	69 681	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	69 700	**949 100**	68 710	**948 090**	**68 710**
29206	86	55863	SCAG AUXANCES	77 280	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	77 300	**949 100**	77 280	**948 090**	**77 280**
29401	86	55863	SCAG AUXANCES	78 671	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	78 700	**949 100**	78 670	**948 090**	**78 670**
30002	86	55863	SCAG AUXANCES	92 326	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	92 300	**949 100**	92 330	**948 090**	**92 330**
29207	86	55863	SCAG AUXANCES	92 510	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	92 500	**949 100**	92 510	**948 090**	**92 510**
29203	86	55863	SCAG AUXANCES	99 877	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	99 900	**949 100**	99 880	**948 090**	**99 880**

29220	86	55863	SCAG AUXANCES	108 605	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	108 600	**949 100**	108 610	**948 090**	**108 610**
7610	86	55863	SCAG AUXANCES	108 720	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	108 700	**949 100**	108 720	**948 090**	**108 720**
29205	86	55863	SCAG AUXANCES	109 713	N1	VILLIERS	AUXANCE	11	18	109 700	**949 100**	109 710	**948 090**	**109 710**
3903	86	55872	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	62 264	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	62 300	**62 300**	62 270	**62 270**	**62 270**
5004	86	55871	SCAG AUXANCES	-	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	4		**69 600**		**69 600**	**-**
5006	86	55871	SCAG AUXANCES	-	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	4		**69 600**		**69 600**	**-**
5008	86	55871	SCAG AUXANCES	-	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	4		**69 600**		**69 600**	**-**
50003	86	55871	SCAG AUXANCES	69 600	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	4	69 600	**69 600**	69 600	**69 600**	**69 600**
20809	86	55874			N1	PUZE	PALLU	2	2	15 000	**222 200**	20 000	**140 000**	**20 000**
20803	86	55874			N1	PUZE	PALLU	2	2	165 000	**222 200**	120 000	**140 000**	**120 000**
3001	86	55878	SCAG DE LA PALLU	81 261	N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2	68 500	**177 300**	81 260	**177 300**	**81 260**
4801	86	55878	SCAG DE LA PALLU	96 040	N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2	77 750	**177 300**	96 040	**177 300**	**96 040**
37	86	55828	SCAG CLAIN MOYEN	96 739	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	96 700	**96 700**	96 740	**96 740**	**96 740**
24	86	55827	SCAG CLAIN MOYEN	129 098	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	129 100	**129 100**	129 000	**129 000**	**129 000**
2110	86	55829	SCAG CLAIN MOYEN	156 836	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	156 800	**156 800**	156 840	**156 840**	**156 840**
14203	86	55521	SCAG AUXANCES	65 916	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	65 900	**147 400**	65 920	**147 390**	**65 920**
14202	86	55521	SCAG AUXANCES	81 477	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	81 500	**147 400**	81 470	**147 390**	**81 470**
4303	86	55567	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	46 008	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	46 000	**46 000**	46 000	**46 000**	**46 000**
5603	86	55445			N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
30006	86	55587			N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	-	**54 600**		**-**	**-**
30005	86	55587			N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	17 500	**54 600**		**-**	**-**

30001	86	55587			N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	23 800	**54 600**		-	-
12402	86	55552			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	87 100	**87 100**	87 100	**87 100**	**87 100**
27621	86	55855			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
79075	79	55477	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	51 804	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	51 800	**144 100**	51 810	**144 060**	**51 810**
79135	79	55477	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	92 252	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	92 300	**144 100**	92 250	**144 060**	**92 250**
3905	86	55777	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	56 067	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	56 100	**56 100**	56 100	**56 100**	**56 100**
79259	79	55476			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
85121	86	55427			R	VOULON	DIVE DE COUHE	1	1	-	**19 000**	-	-	-
11605	86	55544			N2	ROUILLE	ROUILLE	1	1	-	**35 000**	45 000	**45 000**	**34 960**
3901	86	55771			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	39 600	**39 600**	39 640	**39 640**	**39 640**
14107	86	55443	SCAG CLOUERE	50 832	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	1	50 800	**50 800**	50 840	**50 840**	**50 840**
9713	86	55443	SCAG CLOUERE	77 608	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	2	1	77 600	**77 600**	77 610	**77 610**	**77 610**
25611	86	55832	SCAG CLAIN MOYEN	46 911	N1	SARZEC	SARZEC	2	2	46 900	**84 800**	46 910	**84 840**	**46 910**
25602	86	55832	SCAG CLAIN MOYEN	37 932	N1	SARZEC	SARZEC	2	2	37 900	**84 800**	37 930	**84 840**	**37 930**
22204	86	55410			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	10 700	**10 700**	11 000	**11 000**	**10 710**
75250	86	55843	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	13 232	R	VOULON	DIVE DE COUHE	2	1	13 200	**13 200**	13 230	**13 230**	**13 230**
89005	86	55843	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	69 864	R	VIVONNE	DIVE DE COUHE	2	1	69 900	**69 900**	69 860	**69 860**	**69 860**
5315	86	55767			N1	PUZE	PALLU	2	2	24 000	**42 400**	31 700	**42 360**	**31 700**
20802	86	55767			N1	PUZE	PALLU	2	2	18 400	**42 400**	10 660	**42 360**	**10 660**
5514	86	55534			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	3	4	-	**124 200**		**124 190**	-
5512	86	55534			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	3	4	28 100	**124 200**	28 080	**124 190**	**28 080**

5513	86	55534			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	3	4	43 300	**124 200**	43 320	**124 190**	**43 320**
5509	86	55534			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	3	4	52 800	**124 200**	52 790	**124 190**	**52 790**
5409	86	55842			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	50 000	**50 400**	50 000	**50 000**	**50 000**
21	86	55441			R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
3804	86	55705	SCAG CLOUERE	49 596	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	49 600	**49 600**	20 000	**20 000**	**20 000**
3003	86	55733			N1	PUZE	PALLU	2	2	37 400	**82 500**	33 720	**82 450**	**33 720**
3006	86	55733			N1	PUZE	PALLU	2	2	45 000	**82 500**	48 730	**82 450**	**48 730**
79815	79	55879	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	32 585	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	32 600	**158 500**	32 580	**158 470**	**32 580**
79494	79	55879	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	125 886	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	125 900	**158 500**	125 890	**158 470**	**125 890**
2040	86	98768			R	POITIERS	PALLU	1	1	3 000	**3 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
20902	86	55747	SCAG CLAIN MOYEN	54 652	N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	3	2	54 700	**139 600**	54 660	**139 640**	**54 660**
26302	86	55747	SCAG CLAIN MOYEN	84 974	N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	3	2	85 000	**139 600**	84 980	**139 640**	**84 980**
20912	86	55747	SCAG CLAIN MOYEN	66 999	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	1	1	67 000	**67 000**	67 000	**67 000**	**67 000**
95007	86	55747	SCAG CLAIN MOYEN	39 910	R	POITIERS	CLAIN AVAL	3	1	39 900	**39 900**	39 910	**39 910**	**39 910**
14205	86	55846	SCAG AUXANCES	31 928	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	31 900	**75 100**	-	**20 350**	**-**
14206	86	55846	SCAG AUXANCES	43 118	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	43 100	**75 100**	20 350	**20 350**	**20 350**
1006	86	55404	SCAG CLAIN MOYEN	45 992	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	1	1	46 000	**46 000**	45 990	**45 990**	**45 990**
27610	86	55770	SCAG CLOUERE	89 927	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	89 900	**89 900**	89 920	**89 920**	**89 920**
97004	86	55704			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	1	1	42 500	**42 500**	42 500	**42 500**	**42 500**
23404	86	55456	SCAG CLOUERE	67 291	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	67 300	**67 300**	67 290	**67 290**	**67 290**
97001	86	55640	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	65 944	R	VIVONNE	DIVE DE COUHE	1	1	65 900	**65 900**	65 940	**65 940**	**65 940**

29408	86	55810	SCAG AUXANCES	44 120	N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	44 100	**44 100**	44 120	**44 120**	**44 120**
10302	86	55798			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	26 400	**55 600**	26 440	**55 620**	**26 440**
24819	86	55798	0	-	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	29 200	**55 600**	29 180	**55 620**	**29 180**
6814	86	55413	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	90 559	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	90 600	**90 600**	90 550	**90 550**	**90 550**
15212	86	55826			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	33 500	**33 500**	33 540	**33 540**	**33 540**
6501	86	55739	SCAG CLAIN MOYEN	52 536	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	1	1	52 500	**52 500**	52 540	**52 540**	**52 540**
5516	86	55592			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	40 800	**40 800**	41 000	**41 000**	**40 830**
25610	86	55646			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	48 400	**48 400**	48 400	**48 400**	**48 400**
5312	86	55750			N1	PUZE	PALLU	1	1	61 800	**61 800**	61 770	**61 770**	**61 770**
76146	86	55825			R	CLOUE	VONNE	1	1		**20 000**	-	**-**	**-**
23505	86	55588	SCAG CLOUERE	-	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4		**167 400**		**167 270**	**-**
3802	86	55588	SCAG CLOUERE	44 344	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4	44 300	**167 400**	44 340	**167 270**	**16 850**
3807	86	55588	SCAG CLOUERE	58 626	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4	58 600	**167 400**	58 630	**167 270**	**22 280**
23501	86	55588	SCAG CLOUERE	64 380	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4	64 400	**167 400**	64 300	**167 270**	**24 460**
24815	86	55669	SCAG CLOUERE	62 636	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	62 600	**62 600**	23 800	**23 800**	**23 800**
22203	86	55864			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	28 800	**28 800**	28 830	**28 830**	**28 830**
9702	86	55637	SCAG CLOUERE	53 202	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	46 500	**53 200**	20 220	**20 220**	**20 220**
1701	86	55519	SCAG AUXANCES	43 418	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	43 400	**137 300**	43 420	**137 260**	**43 420**
1708	86	55519	SCAG AUXANCES	93 843	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	93 800	**137 300**	93 840	**137 260**	**93 840**
5330	86	55817	SCAG DE LA PALLU	-	N1	PUZE	PALLU	2	3	-	**145 900**		**145 860**	**-**
5318	86	55817	SCAG DE LA PALLU	72 870	N1	PUZE	PALLU	2	3	72 900	**145 900**	72 870	**145 860**	**72 870**

20801	86	55817	SCAG DE LA PALLU	72 990	N1	PUZE	PALLU	2	3	73 000	**145 900**	72 990	**145 860**	**72 990**
14101	86	55761			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	56 100	**56 100**	56 070	**56 070**	**56 070**
14103	86	55799	SCAG CLOUERE	94 267	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	3	1	94 300	**94 300**	94 270	**94 270**	**94 270**
24803	86	55799	SCAG CLOUERE	62 003	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	2	62 000	**178 400**	62 000	**178 370**	**62 000**
24812	86	55799	SCAG CLOUERE	116 376	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	2	116 400	**178 400**	116 370	**178 370**	**116 370**
2107	86	55672	SCAG CLAIN MOYEN	100 291	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	100 300	**100 300**	100 300	**100 300**	**100 300**
8301	86	55821	SCAG CLAIN MOYEN	212 948	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	212 000	**213 000**	212 000	**212 000**	**100 090**
2114	86	55821	SCAG CLAIN MOYEN	-	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	3	4		**154 200**		**153 000**	**-**
2103	86	55821	SCAG CLAIN MOYEN	46 034	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	3	4	46 000	**154 200**	46 000	**153 000**	**32 220**
12309	86	55821	SCAG CLAIN MOYEN	48 565	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	3	4	48 500	**154 200**	48 000	**153 000**	**34 000**
2109	86	55821	SCAG CLAIN MOYEN	59 606	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	3	4	59 500	**154 200**	59 000	**153 000**	**41 720**
15210	86	55715			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	24 500	**24 500**	24 500	**24 500**	**24 500**
75334	86	55715			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
4502	86	55595			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	1	43 600	**43 900**	43 000	**43 000**	**43 000**
28110	86	55737	SCAG DE LA PALLU	23 528	N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	23 500	**23 500**	23 530	**23 530**	**23 530**
26406	86	55613			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	2	2	52 200	**112 700**	52 190	**112 720**	**52 190**
26404	86	55613			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	2	2	60 500	**112 700**	60 530	**112 720**	**60 530**
9707	86	55726	SCAG CLOUERE	65 632	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	65 600	**65 600**	65 600	**65 600**	**65 600**
28405	86	55728			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	58 700	**58 700**	58 740	**58 740**	**58 740**
24413	86	55725	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	61 226	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	61 200	**61 200**	61 230	**61 230**	**61 230**
29	86	55685	SCAG CLAIN MOYEN	139 322	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	139 300	**139 300**	139 320	**139 320**	**139 320**

5605	86	55717			N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	21 600	**40 600**	1 000	**1 000**	**1 050**
27617	86	55710	SCAG CLOUERE	59 300	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	22 500	**59 300**	59 300	**59 300**	**22 520**
6801	86	55830			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	11 700	**33 200**	11 720	**33 170**	**11 720**
6824	86	55830			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	21 400	**33 200**	21 450	**33 170**	**21 450**
20808	86	55759			N1	PUZE	PALLU	2	2	50 400	**106 300**	50 370	**106 290**	**50 370**
29210	86	55759			N1	PUZE	PALLU	2	2	55 900	**106 300**	55 920	**106 290**	**55 920**
6008	86	55631			N1	PUZE	PALLU	1	2	-	**30 400**		**40 000**	-
6003	86	55631			N1	PUZE	PALLU	1	2	30 400	**30 400**	40 000	**40 000**	**30 360**
115	86	55858			R	VOULON	DIVE DE COUHE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
20906	86	55431	SCAG CLAIN MOYEN	102 594	N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	100 000	**102 600**	60 000	**60 000**	**60 000**
20001	86	55670			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	17 000	**17 000**	17 040	**17 040**	**17 040**
87071	86	55526	SCAG CLAIN MOYEN	-	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	2	-	**24 800**		**24 800**	-
15	86	55526	SCAG CLAIN MOYEN	24 800	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	2	24 800	**24 800**	24 800	**24 800**	**24 800**
88040	86	55442			R	CLOUE	VONNE	2	3	-	**20 000**		**20 000**	-
88039	86	55442			R	CLOUE	VONNE	2	3	10 000	**20 000**	10 000	**20 000**	**10 000**
88073	86	55442			R	CLOUE	VONNE	2	3	10 000	**20 000**	10 000	**20 000**	**10 000**
6817	86	55673	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	70 600	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	70 600	**70 600**	31 620	**31 620**	**25 770**
6107	86	55658			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	87 100	**87 100**	87 070	**87 070**	**87 070**
5327	86	55769	SCAG DE LA PALLU	80 521	N1	PUZE	PALLU	1	1	66 000	**80 500**	48 720	**48 720**	**48 720**
26105	86	55597			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	36 800	**36 800**	25 000	**25 000**	**25 000**
9703	86	55627			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**

21114	86	55627			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	30 000	**83 700**	5 000	**20 000**	**5 000**
21111	86	55627			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	40 000	**83 700**	15 000	**20 000**	**15 000**
7402	86	55421			N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	-	**57 500**	-	**-**	**-**
10021	86	55738			R	VOUNEUIL-SOUS-BIARD	BOIVRE	1	1	400	**400**	1 000	**1 000**	**1 050**
24208	86	55730			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	35 900	**78 700**	35 950	**78 680**	**35 950**
24205	86	55730			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	42 700	**78 700**	42 730	**78 680**	**42 730**
76135	86	55447			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	2	1	10 000	**10 000**	10 000	**10 000**	**10 000**
27615	86	55447			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	1	10 000	**10 000**	10 000	**10 000**	**10 000**
9501	86	55653	SCAG CLAIN MOYEN	92 920	N1	SARZEC	SARZEC	1	1	92 900	**92 900**	92 900	**92 900**	**92 900**
75245	86	55714			R	VOULON	DIVE DE COUHE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
18802	86	55714			N2	BREJEUILLE 2 INFRA	BREJEUILLE 2 INFRA	1	1	26 600	**26 700**	26 600	**26 600**	**26 600**
5407	86	55815			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	-	**30 600**	-	**-**	**-**
24811	86	55645	SCAG CLOUERE	33 611	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	33 600	**88 500**	12 770	**33 630**	**12 770**
24806	86	55645	SCAG CLOUERE	54 904	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	54 900	**88 500**	20 860	**33 630**	**20 860**
5405	86	55794			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	47 500	**47 500**	47 450	**47 450**	**47 450**
24802	86	55655	SCAG CLOUERE	63 004	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	63 000	**63 000**	63 000	**63 000**	**63 000**
24821	86	55691			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	20 000	**20 000**	-	**-**	**-**
6202	86	55865	SCAG AUXANCES	58 538	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1	58 500	**58 500**	58 540	**58 540**	**58 540**
10407	86	55820			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	49 700	**49 700**	49 700	**49 700**	**49 700**
39	86	55656	SCAG CLAIN MOYEN	129 574	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	129 600	**129 600**	129 580	**129 580**	**25 920**
74216	86	55656	SCAG CLAIN MOYEN	22 406	R	CLOUE	VONNE	1	1	22 400	**22 400**	22 410	**22 410**	**20 000**

14702	86	55656			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	4	4	16 800	**138 200**	16 820	**138 210**	**16 820**
29301	86	55656			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	4	4	27 800	**138 200**	27 810	**138 210**	**27 810**
14705	86	55656			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	4	4	29 000	**138 200**	29 020	**138 210**	**29 020**
14703	86	55656			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	4	4	64 600	**138 200**	64 560	**138 210**	**64 560**
210	86	55775			N1	PUZE	PALLU	1	1	25 100	**25 100**		**-**	**-**
5515	86	55659			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	47 300	**47 300**	47 340	**47 340**	**47 340**
5310	86	55748			N1	PUZE	PALLU	1	1	51 600	**51 600**	51 600	**51 600**	**51 600**
26408	86	55461			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	1	1	23 700	**23 700**	23 720	**23 720**	**23 720**
14609	86	55664	SCAG DE LA PALLU	76 680	N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	76 700	**76 700**	76 000	**76 000**	**76 000**
14106	86	55594	SCAG CLOUERE	48 150	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	48 200	**48 200**	48 150	**48 150**	**48 150**
4802	86	55762			N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	22 700	**22 700**	22 690	**22 690**	**22 690**
6812	86	55412	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	-	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	2	-	**45 300**		**40 000**	**-**
6826	86	55412	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	45 330	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	2	45 300	**45 300**	40 000	**40 000**	**40 000**
1702	86	55736	SCAG AUXANCES	76 401	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	76 400	**76 400**	76 400	**76 400**	**76 400**
28107	86	55741			N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	74 700	**74 700**	74 670	**74 670**	**74 670**
5309	86	55751	SCAG DE LA PALLU	53 584	N1	PUZE	PALLU	1	1	53 600	**53 600**	53 590	**53 590**	**53 590**
15703	86	55757			N1	SARZEC	SARZEC	2	2	25 100	**89 500**	25 070	**89 450**	**25 070**
19402	86	55757			N1	SARZEC	SARZEC	2	2	64 400	**89 500**	64 380	**89 450**	**64 380**
3010	86	55635			N1	PUZE	PALLU	1	1	41 200	**41 200**	41 210	**41 210**	**41 210**
27618	86	55463			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	12 600	**22 900**	12 600	**12 600**	**12 600**
21104	86	55760			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	3	3	23 000	**200 200**	40 020	**200 190**	**40 020**

24213	86	55760			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	3	3	44 200	**200 200**	47 980	**200 190**	**47 980**
21110	86	55760			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	3	3	123 000	**200 200**	112 190	**200 190**	**112 190**
9709	86	55417			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	32 400	**32 400**	32 430	**32 430**	**32 430**
5408	86	55833			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	2	1	53 600	**53 600**	53 000	**53 000**	**53 000**
21105	86	55833			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	1	38 900	**38 900**	-	**-**	**-**
104	86	55602	SCAG CLAIN MOYEN	18 928	R	CLOUE	VONNE	1	1	18 900	**18 900**	18 930	**18 930**	**18 930**
29406	86	55524	SCAG AUXANCES	53 309	N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	53 300	**53 300**	20 000	**20 000**	**20 000**
5317	86	55614	SCAG DE LA PALLU	14 384	N1	PUZE	PALLU	2	2	14 400	**115 400**	14 380	**115 370**	**14 380**
5313	86	55614	SCAG DE LA PALLU	100 994	N1	PUZE	PALLU	2	2	101 000	**115 400**	100 990	**115 370**	**100 990**
29216	86	55614	SCAG AUXANCES	55 353	N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	55 400	**55 400**	55 350	**55 350**	**55 350**
21107	86	55793			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	1	1	56 300	**56 300**	56 300	**56 300**	**56 300**
102	86	55744			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	2	-	**20 000**	-	**20 000**	**-**
88028	86	55744			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	2	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
15201	86	55744			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1		**67 300**	-	**-**	**-**
96013	86	55758	SCAG CLAIN MOYEN	27 880	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	27 900	**27 900**	20 000	**20 000**	**20 000**
20904	86	55758	SCAG CLAIN MOYEN	56 667	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	56 700	**124 600**	33 430	**73 540**	**33 430**
20905	86	55758	SCAG CLAIN MOYEN	67 976	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	68 000	**124 600**	40 110	**73 540**	**40 110**
96009	86	55740	SCAG CLAIN MOYEN	15 512	R	CLOUE	VONNE	2	2	15 500	**38 700**	15 510	**38 650**	**15 510**
88026	86	55740	SCAG CLAIN MOYEN	23 144	R	CLOUE	VONNE	2	2	23 100	**38 700**	23 140	**38 650**	**23 140**
15806	86	55740	SCAG AUXANCES	26 720	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	26 700	**97 800**	26 720	**97 820**	**26 720**
15817	86	55740	SCAG AUXANCES	71 104	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	71 100	**97 800**	71 100	**97 820**	**71 100**

79310	79	55682	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	50 145	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	50 100	**131 200**	50 140	**131 210**	**50 140**
79143	79	55682	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	81 070	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	81 100	**131 200**	81 070	**131 210**	**81 070**
21106	86	55702			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	52 300	**127 200**	52 330	**127 180**	**52 330**
26403	86	55702			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	74 900	**127 200**	74 850	**127 180**	**74 850**
15701	86	55661			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	20 000	**36 900**	20 000	**20 000**	**20 000**
84120	86	55699	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	39 448	R	VOULON	DIVE DE COUHE	1	1	39 400	**39 500**	20 000	**20 000**	**20 000**
18	86	55844	SCAG CLAIN MOYEN	37 003	R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	37 000	**75 600**	37 000	**75 560**	**37 000**
19	86	55844	SCAG CLAIN MOYEN	38 561	R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	38 600	**75 600**	38 560	**75 560**	**38 560**
11608	86	55848	SCAG CLAIN MOYEN	35 554	N2	ROUILLE	ROUILLE	1	1	35 600	**35 600**	25 600	**25 600**	**25 600**
2106	86	55765			N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	62 200	**62 200**	62 200	**62 200**	**62 200**
27608	86	55797			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	17 700	**50 900**	17 650	**50 870**	**17 650**
27619	86	55797			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	33 200	**50 900**	33 220	**50 870**	**33 220**
25609	86	101791			N1	SARZEC	SARZEC	4	4	-	**192 100**	-	**-**	**-**
25607	86	101791			N1	SARZEC	SARZEC	4	4	-	**192 100**	-	**-**	**-**
25606	86	101791			N1	SARZEC	SARZEC	4	4	-	**192 100**	-	**-**	**-**
25601	86	101791			N1	SARZEC	SARZEC	4	4	-	**192 100**	-	**-**	**-**
87023	86	55665			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	20 000	**20 000**	10 000	**10 000**	**10 000**
305	86	55665			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	1	29 200	**29 200**	10 000	**10 000**	**10 000**
24816	86	55434	SCAG CLOUERE	59 048	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	59 000	**59 100**	59 050	**59 050**	**59 050**
14109	86	55837	0	-	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	3	1	50 400	**19 200**	30 000	**30 000**	**19 160**
14110	86	55837	0	-	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	2	54 500	**44 000**	33 190	**33 190**	**33 190**

3809	86	55837	0	-	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	2	61 400	**44 000**	-	**33 190**	**-**
27614	86	55698			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	23 500	**23 500**	23 520	**23 520**	**23 520**
17806	86	55768			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	2	3		**58 500**		**58 500**	**-**
17804	86	55768			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	2	3	22 700	**58 500**	22 660	**58 500**	**22 660**
17801	86	55768			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	2	3	35 800	**58 500**	35 840	**58 500**	**35 840**
9714	86	55615			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
27605	86	55596			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	10 000	**23 500**	10 000	**30 000**	**10 000**
27613	86	55596			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	13 500	**23 500**	20 000	**30 000**	**13 510**
87022	86	55621			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
79280	79	55885			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	-	**22 900**	-	**-**	**-**
14803	86	55451			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	33 500	**33 500**	33 500	**33 500**	**33 500**
29602	86	55469			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	1	11 900	**11 900**	11 900	**11 900**	**11 900**
14105	86	55517			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	2	-	**45 500**		**-**	**-**
14111	86	55517			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	2	45 500	**45 500**		**-**	**-**
79240	79	83848	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	120 557	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	120 600	**120 600**	120 550	**120 550**	**120 550**
306	86	55753			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	1	44 900	**44 900**	44 940	**44 940**	**44 940**
87035	86	55753			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	2	3	19 500	**60 300**	19 530	**60 300**	**19 530**
87027	86	55753			R	VIVONNE	DIVE DE COUHE	1	3	20 000	**60 300**	20 000	**60 300**	**20 000**
87010	86	55753			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	2	3	20 800	**60 300**	20 770	**60 300**	**20 770**
84096	86	55409	SCAG CLAIN MOYEN	20 304	R	CLOUE	VONNE	1	1	20 300	**20 300**	20 300	**20 300**	**20 000**
79835	79	55501	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	217 526	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	217 500	**217 500**	180 000	**180 000**	**180 000**

9708	86	55660			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	20 300	**20 300**	20 310	**20 310**	**20 310**
79465	79	55881	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	65 869	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	65 900	**134 100**	65 870	**134 090**	**65 870**
79702	79	55881	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	68 228	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	68 200	**134 100**	68 220	**134 090**	**68 220**
1704	86	55806	SCAG AUXANCES	44 559	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	44 600	**44 600**	44 560	**44 560**	**44 560**
4010	86	55582			R	POITIERS	PALLU	1	1	4 600	**4 600**	4 550	**4 550**	**4 550**
87100	86	55639	SCAG CLAIN MOYEN	21 018	R	CLOUE	VONNE	1	1	21 000	**21 000**	21 020	**21 020**	**20 000**
8306	86	55639	SCAG CLAIN MOYEN	12 736	N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	2	2	12 700	**68 700**	12 730	**68 650**	**10 950**
8001	86	55639	SCAG CLAIN MOYEN	55 914	N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	2	2	55 900	**68 700**	55 920	**68 650**	**48 090**
24212	86	55724			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	53 100	**129 500**	43 310	**110 000**	**43 310**
24209	86	55724			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	76 500	**129 500**	66 690	**110 000**	**66 690**
3904	86	55548	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	60 492	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	60 500	**60 500**	60 500	**60 500**	**60 500**
7602	86	55838			N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1	-	**-**	20 000	**20 000**	**-**
19405	86	55800			N1	SARZEC	SARZEC	2	2		**128 900**		**90 000**	**-**
26102	86	55800			N1	SARZEC	SARZEC	2	2	90 000	**128 900**	90 000	**90 000**	**90 000**
72134	86	55626	SCAG CLAIN MOYEN	-	R	CLOUE	VONNE	2	3	75 000	**112 400**		**112 400**	**-**
88050	86	55626	SCAG CLAIN MOYEN	37 440	R	CLOUE	VONNE	2	3	37 400	**112 400**	37 440	**112 400**	**37 440**
90027	86	55626	SCAG CLAIN MOYEN	74 960	R	CLOUE	VONNE	2	3		**112 400**	74 960	**112 400**	**74 960**
21901	86	55716	SCAG CLAIN MOYEN	24 048	N1	SARZEC	SARZEC	2	2	24 000	**69 900**	24 050	**69 890**	**24 050**
21904	86	55716	SCAG CLAIN MOYEN	45 838	N1	SARZEC	SARZEC	2	2	45 800	**69 900**	45 840	**69 890**	**45 840**
79461	79	55498			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	22 200	**22 200**	22 160	**22 160**	**22 160**
6810	86	55448	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	-	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	3	23 100	**80 600**		**80 580**	**-**

6807	86	55448	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	23 100	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	3	23 100	**80 600**	23 100	**80 580**	**23 100**
6827	86	55448	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	57 480	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	3	57 500	**80 600**	57 480	**80 580**	**57 480**
301	86	55813			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	2		**48 900**		**48 900**	**-**
304	86	55813			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	2	48 900	**48 900**	48 900	**48 900**	**48 900**
5505	86	55466			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	39 900	**39 900**	39 900	**39 900**	**39 900**
17701	86	55850			N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2	20 400	**49 900**	20 400	**49 850**	**20 400**
17702	86	55850			N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2	29 500	**49 900**	29 450	**49 850**	**29 450**
20910	86	55782	SCAG CLAIN MOYEN	35 326	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	35 300	**71 200**	35 320	**71 200**	**35 320**
20903	86	55782	SCAG CLAIN MOYEN	35 880	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	35 900	**71 200**	35 880	**71 200**	**35 880**
79218	79	55506			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	20 500	**20 500**	20 530	**20 530**	**20 530**
24211	86	55696			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	34 000	**91 300**	33 950	**91 310**	**33 950**
21108	86	55696			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	2	2	57 400	**91 300**	57 360	**91 310**	**57 360**
99002	86	55430	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	83 088	R	VOULON	DIVE DE COUHE	1	1	83 000	**83 100**	40 000	**40 000**	**40 000**
6804	86	55845	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	58 967	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	59 000	**120 500**	58 960	**120 520**	**58 960**
6803	86	55845	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	61 561	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	61 600	**120 500**	61 560	**120 520**	**61 560**
97026	86	55818			R	POITIERS	PALLU	1	1	13 300	**13 300**	15 000	**15 000**	**13 290**
15805	86	55593	SCAG AUXANCES	-	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	2		**62 800**		**62 800**	**-**
15814	86	55593	SCAG AUXANCES	62 785	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	2	62 800	**62 800**	62 800	**62 800**	**62 800**
9710	86	55732			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	27 400	**27 400**	27 360	**27 360**	**27 360**
26607	86	55437			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	2		**85 600**		**85 000**	**-**
26605	86	55437			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	2	85 000	**85 600**	85 000	**85 000**	**85 000**

79165	79	55507	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	109 375	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	109 400	**109 400**	109 370	**109 370**	**109 370**
12311	86	55812	SCAG CLAIN MOYEN	-	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	2	-	**3 800**		**3 800**	**-**
16603	86	55812	SCAG CLAIN MOYEN	3 768	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	2	3 800	**3 800**	3 800	**3 800**	**3 800**
21102	86	55743			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	2	2		**53 800**		**-**	**-**
21103	86	55743			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	2	2	25 000	**53 800**		**-**	**-**
27624	86	55601	SCAG CLOUERE	-	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	2		**114 900**		**114 850**	**-**
18903	86	55601	SCAG CLOUERE	114 847	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	2	114 800	**114 900**	114 850	**114 850**	**114 850**
3002	86	55618	SCAG DE LA PALLU	52 430	N1	PUZE	PALLU	3	3	52 400	**222 700**	31 720	**134 740**	**31 720**
5326	86	55618	SCAG DE LA PALLU	73 532	N1	PUZE	PALLU	3	3	58 800	**222 700**	44 490	**134 740**	**44 490**
5301	86	55618	SCAG DE LA PALLU	96 736	N1	PUZE	PALLU	3	3	96 700	**222 700**	58 530	**134 740**	**58 530**
17401	86	55454			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	8 100	**9 500**	8 100	**8 100**	**8 100**
4	86	55428	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	33 602	R	VOULON	DIVE DE COUHE	1	1	33 600	**33 600**		**-**	**-**
11604	86	55489			N2	ROUILLE	ROUILLE	1	2	-	**43 100**		**43 120**	**-**
11601	86	55489			N2	ROUILLE	ROUILLE	1	2	43 100	**43 100**	43 120	**43 120**	**43 120**
15812	86	98731	SCAG AUXANCES	21 940	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	21 900	**53 900**	21 940	**53 930**	**21 940**
15815	86	98731	SCAG AUXANCES	31 991	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	32 000	**53 900**	31 990	**53 930**	**31 990**
7609	86	55555	SCAG AUXANCES	72 771	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1	72 800	**72 800**	72 800	**72 800**	**72 800**
22610	86	55528			N1	SARZEC	SARZEC	2	2	37 600	**79 400**	37 600	**79 400**	**37 600**
22611	86	55528			N1	SARZEC	SARZEC	2	2	41 800	**79 400**	41 800	**79 400**	**41 800**
5601	86	55564	SCAG CLAIN MOYEN	88 567	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	70 000	**88 600**	70 000	**70 000**	**70 000**
79379	79	55509	SCAG AUXANCES	20 640	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	15 000	**20 600**	15 000	**15 000**	**15 000**

29912	86	55465	SCAG DE LA PALLU	22 042	N1	PUZE	PALLU	2	2	22 000	**87 400**	18 205	**79 700**	**18 210**
29917	86	55465	SCAG DE LA PALLU	65 333	N1	PUZE	PALLU	2	2	65 300	**87 400**	61 495	**79 700**	**61 500**
21112	86	55773			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	55 700	**55 700**	55 680	**55 680**	**55 680**
79SUP79	79	55796	SCAG CLAIN MOYEN	51 600	R	CLOUE	VONNE	1	1	51 600	**51 600**	51 600	**51 600**	**51 600**
9503	86	55416	SCAG DE LA PALLU	141 920	N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	141 900	**141 900**	141 920	**141 920**	**141 920**
18005	86	55649	SCAG CLAIN MOYEN	46 890	N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	2	2	46 900	**97 000**	46 910	**97 000**	**46 910**
18001	86	55649	SCAG CLAIN MOYEN	50 070	N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	2	2	50 100	**97 000**	50 090	**97 000**	**50 090**
23403	86	55703	SCAG CLOUERE	-	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	2		**25 600**		**25 600**	-
23402	86	55703	SCAG CLOUERE	25 553	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	2	25 600	**25 600**	25 600	**25 600**	**25 600**
77057	86	55679	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	108 451	R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	108 500	**108 500**	22 000	**22 000**	**22 000**
20914	86	55676			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	21 900	**21 900**	21 880	**21 880**	**21 880**
1008	86	55676	SCAG CLAIN MOYEN	21 967	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	22 000	**135 400**	21 970	**135 360**	**21 970**
1010	86	55676	SCAG CLAIN MOYEN	113 398	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	2	2	113 400	**135 400**	113 390	**135 360**	**113 390**
6701	86	55675	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	32 384	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	1	32 400	**32 400**	32 400	**32 400**	**32 400**
76060	86	55675	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	25 203	R	VOULON	DIVE DE COUHE	2	1	25 200	**25 200**	25 200	**25 200**	**25 200**
5506	86	55600			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	66 200	**66 300**	66 250	**66 250**	**66 250**
13602	86	55723			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	77 000	**77 300**	77 320	**77 320**	**77 320**
1703	86	55781	SCAG AUXANCES	91 779	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	91 800	**91 800**	91 800	**91 800**	**91 800**
8305	86	55666	SCAG CLAIN MOYEN	60 759	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	60 800	**60 800**	60 760	**60 760**	**60 760**
28109	86	55616	SCAG DE LA PALLU	18 501	N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2	18 500	**42 700**	18 500	**42 710**	**18 500**
28119	86	55616	SCAG DE LA PALLU	24 210	N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2	24 200	**42 700**	24 210	**42 710**	**24 210**

27627	86	55786	SCAG CLOUERE	-	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4	-	**315 200**		**315 200**	**-**
27626	86	55786	SCAG CLOUERE	17 334	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4	17 300	**315 200**	17 340	**315 200**	**17 340**
27628	86	55786	SCAG CLOUERE	102 732	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4	102 700	**315 200**	102 700	**315 200**	**102 700**
27630	86	55786	SCAG CLOUERE	195 156	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	4	195 200	**315 200**	195 160	**315 200**	**195 160**
11511	86	55823	SCAG DE LA PALLU	13 943	N1	CHABOURNAY	PALLU	5	5	13 900	**192 100**	13 950	**192 120**	**13 950**
11510	86	55823	SCAG DE LA PALLU	38 370	N1	CHABOURNAY	PALLU	5	5	38 400	**192 100**	38 370	**192 120**	**38 370**
14605	86	55823	SCAG DE LA PALLU	38 609	N1	CHABOURNAY	PALLU	5	5	38 600	**192 100**	38 610	**192 120**	**38 610**
28123	86	55823	SCAG DE LA PALLU	40 000	N1	CHABOURNAY	PALLU	5	5	40 000	**192 100**	40 000	**192 120**	**40 000**
11503	86	55823	SCAG DE LA PALLU	61 188	N1	CHABOURNAY	PALLU	5	5	61 200	**192 100**	61 190	**192 120**	**61 190**
89035	86	55668			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	4	1	5 000	**5 000**	5 000	**5 000**	**5 000**
24206	86	55668			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	4	3	7 800	**93 400**	7 750	**93 420**	**7 750**
6404	86	55668			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	4	3	36 800	**93 400**	36 810	**93 420**	**36 810**
24203	86	55668			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	4	3	48 900	**93 400**	48 860	**93 420**	**48 860**
9502	86	55687			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	8 000	**10 400**	8 000	**8 000**	**8 000**
7004	86	55474			R	CLOUE	VONNE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
6402	86	55774			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	15 500	**15 500**	15 500	**15 500**	**15 500**
6101	86	55692			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	47 200	**47 200**	47 220	**47 220**	**47 220**
24820	86	55752			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	41 400	**41 400**	41 410	**41 410**	**41 410**
2108	86	55681			N2	LA PREILLE	LA PREILLE	2	2	46 900	**97 100**	46 920	**97 110**	**46 920**
2104	86	55681			N2	LA PREILLE	LA PREILLE	2	2	50 200	**97 100**	50 190	**97 110**	**50 190**
9104	86	55681			N2	ROUILLE	ROUILLE	1	1	30 500	**30 500**	30 490	**30 490**	**30 490**

14112	86	55809			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	2	-	**20 100**		**21 000**	**-**
14104	86	55809			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	2	20 100	**20 100**	21 000	**21 000**	**20 100**
6104	86	55788			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	84 600	**84 600**	84 600	**84 600**	**84 600**
15204	86	55684			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	18 900	**18 900**	20 850	**20 850**	**18 850**
79320	79	55472	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	-	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	4		**183 600**		**183 640**	**-**
79655	79	55472	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	-	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	4		**183 600**		**183 640**	**-**
79370	79	55472	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	90 336	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	4	90 300	**183 600**	90 330	**183 640**	**90 330**
79131	79	55472	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	93 312	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	4	93 300	**183 600**	93 310	**183 640**	**93 310**
4307	86	55652	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	131 375	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	131 400	**131 400**	131 370	**131 370**	**131 370**
6406	86	55678			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	21 800	**21 800**	21 840	**21 840**	**21 840**
11902	86	55678			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	44 600	**44 600**	44 590	**44 590**	**44 590**
5507	86	55599			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	13 700	**13 700**	13 680	**13 680**	**13 680**
5504	86	55599			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	34 000	**34 000**	33 970	**33 970**	**33 970**
87021	86	55642			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	20 000	**20 000**	25 700	**25 700**	**20 000**
4309	86	55642	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	10 251	N2	BREJEUILLE 2 INFRA	BREJEUILLE 2 INFRA	1	1	10 300	**10 300**	10 250	**10 250**	**10 250**
89028	86	55667			R	CLOUE	VONNE	1	2	-	**20 000**		**40 000**	**-**
87101	86	55667			R	CLOUE	VONNE	1	2	20 000	**20 000**	40 000	**40 000**	**20 000**
2701	86	55787	SCAG AUXANCES	51 340	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	3	3	36 180	**199 500**	51 340	**163 100**	**51 340**
29703	86	55787	SCAG AUXANCES	71 412	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	3	3	27 378	**199 500**	34 980	**163 100**	**34 980**
29702	86	55787	SCAG AUXANCES	76 773	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	3	3	99 432	**199 500**	76 780	**163 100**	**76 780**
18002	86	55607			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	31 200	**31 200**	35 000	**35 000**	**31 160**

84178	86	55789			N1	PUZE	PALLU	2	2	20 800	**52 100**	20 850	**52 140**	**20 850**
3008	86	55789			N1	PUZE	PALLU	2	2	31 300	**52 100**	31 290	**52 140**	**31 290**
3912	86	55700	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	58 534	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	58 500	**58 500**	58 540	**58 540**	**58 540**
5606	86	55632			N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	23 700	**23 700**		**-**	**-**
26606	86	55436			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	56 900	**56 900**	56 900	**56 900**	**56 900**
27629	86	55754	SCAG CLOUERE	40 239	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	40 200	**111 400**	40 240	**111 350**	**40 240**
6401	86	55754	SCAG CLOUERE	71 114	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	71 100	**111 400**	71 110	**111 350**	**71 110**
2102	86	55647			N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	46 100	**46 200**	30 000	**30 000**	**30 000**
5002	86	55643	SCAG AUXANCES	110 711	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	110 700	**110 700**	110 700	**110 700**	**110 700**
79874	79	55510			N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	14 600	**14 600**	14 600	**14 600**	**14 600**
128	86	55709	SCAG CLAIN MOYEN	28 048	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	28 000	**28 100**	28 050	**28 050**	**20 000**
88060	86	55688	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	73 094	R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	73 100	**73 100**	73 090	**73 090**	**73 090**
27622	86	55462	SCAG CLOUERE	33 784	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	33 800	**33 800**	20 000	**20 000**	**20 000**
87102	86	55778	SCAG CLAIN MOYEN	54 742	R	CLOUE	VONNE	1	1	54 700	**54 700**	54 740	**54 740**	**54 740**
6702	86	55625	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	65 200	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	3	2	65 200	**297 700**	65 200	**297 680**	**65 200**
79154	79	55625	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	83 079	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	3	1	83 100	**297 700**	83 080	**297 680**	**83 080**
3910	86	55625	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	298 800	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	3	2	298 800	**297 700**	149 400	**297 680**	**149 400**
79082	79	55482	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	22 227	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	22 200	**22 200**	22 230	**22 230**	**22 230**
79942	79	55511	SCAG AUXANCES	8 720	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	2	1	-	**8 700**	-	**-**	**-**
79917	79	55511	SCAG AUXANCES	20 640	N2		LA RAUDIERE	2	1	25 800	**20 600**	25 000	**25 000**	**25 000**
5005	86	55791	SCAG AUXANCES	31 056	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	30 000	**31 100**	31 060	**31 060**	**31 060**

79344	79	55791	SCAG AUXANCES	21 021	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	25 000	**61 000**	21 020	**60 990**	**21 020**
79222	79	55791	SCAG AUXANCES	39 973	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	25 000	**61 000**	39 970	**60 990**	**39 970**
24817	86	55756			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	22 600	**22 600**	22 600	**22 600**	**22 600**
20003	86	55455			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	2	-	**36 500**		**36 500**	**-**
20002	86	55455			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	2	36 500	**36 500**	36 500	**36 500**	**36 500**
18003	86	55671			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	25 500	**25 600**	25 550	**25 550**	**25 550**
79261	79	55486	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	95 572	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	95 600	**95 600**	95 570	**95 570**	**95 570**
79199	79	55500			N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	21 900	**21 900**	25 000	**25 000**	**21 930**
26409	86	55535			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	77 400	**77 400**	77 400	**77 400**	**77 400**
24202	86	55554			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	1	1	50 000	**50 000**	50 000	**50 000**	**50 000**
5413	86	55553			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	2	-	**72 600**		**72 600**	**-**
5402	86	55553			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	2	72 600	**72 600**	72 600	**72 600**	**72 600**
12304	86	55512	SCAG CLAIN MOYEN	85 334	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	85 300	**85 300**	85 330	**85 330**	**85 330**
27602	86	55453	SCAG CLOUERE	25 258	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	25 300	**56 800**	25 260	**56 790**	**25 260**
27632	86	55453	SCAG CLOUERE	31 526	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	31 500	**56 800**	31 530	**56 790**	**31 530**
29910	86	55589	SCAG DE LA PALLU	43 902	N1	PUZE	PALLU	1	1	43 900	**43 900**	43 900	**43 900**	**43 900**
4009	86	55887			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	-	**2 100**	-	**-**	**-**
302	86	55584	SCAG DE LA PALLU	-	R	POITIERS	PALLU	1	1	-	**-**		**-**	**-**
11507	86	55584	SCAG DE LA PALLU	81 072	N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	81 100	**81 100**	81 070	**81 070**	**81 070**
17807	86	55831			N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	21 600	**21 600**	21 550	**21 550**	**21 550**
28118	86	55464			N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**

9715	86	55570			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	15 700	**15 700**	15 660	**15 660**	**15 660**
1005	86	55515	SCAG CLAIN MOYEN	73 184	N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	73 200	**73 200**	73 190	**73 190**	**73 190**
12302	86	55839			N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	32 500	**32 500**	32 500	**32 500**	**32 500**
21113	86	55432			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	1	1	41 600	**41 600**	41 570	**41 570**	**41 570**
79830	79	55484	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	59 317	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	59 300	**59 300**	21 600	**21 600**	**21 600**
24809	86	55578			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	10 000	**20 000**	10 000	**20 000**	**10 000**
24813	86	55578			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	10 000	**20 000**	10 000	**20 000**	**10 000**
79287	79	55502			N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	8 000	**20 000**	15 000	**15 000**	**15 000**
19403	86	55514	SCAG AUXANCES	74 352	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1	74 400	**74 400**	74 350	**74 350**	**74 350**
14804	86	55841			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	22 900	**22 900**	22 880	**22 880**	**22 880**
14806	86	55841			N2	FONTJOISE	FONTJOISE	1	1	28 700	**28 700**	28 720	**28 720**	**28 720**
2101	86	55532	SCAG CLAIN MOYEN	53 916	N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	53 900	**53 900**	54 000	**54 000**	**53 910**
5001	86	55532	SCAG AUXANCES	46 458	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	30 000	**46 500**	28 700	**28 700**	**28 700**
6105	86	55446			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	27 100	**27 100**	27 100	**27 100**	**27 100**
2115	86	55531			N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	48 300	**48 300**	48 300	**48 300**	**48 300**
31	86	55861	SCAG CLAIN MOYEN	113 382	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	113 400	**113 400**	113 390	**113 390**	**113 390**
45	86	55547			R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	10 000	**20 000**		-	-
47	86	55547			R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	10 000	**20 000**		-	-
7605	86	55538	SCAG AUXANCES	74 827	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1	74 800	**74 800**	20 000	**20 000**	**20 000**
24818	86	55766			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	23 600	**47 400**	23 560	**47 410**	**23 560**
24801	86	55766			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	23 800	**47 400**	23 850	**47 410**	**23 850**

9711	86	55418	SCAG CLOUERE	70 024	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	70 000	**70 000**	70 020	**70 020**	**70 020**
88018	86	55572			R	CLOUE	VONNE	1	1	-	**16 200**		**-**	**-**
6106	86	55546			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	2	2	13 700	**52 800**	13 660	**52 780**	**13 660**
6108	86	55546			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	2	2	39 100	**52 800**	39 120	**52 780**	**39 120**
11901	86	55449			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	45 400	**45 400**	45 440	**45 440**	**45 440**
23405	86	55470			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	1	1	1 000	**1 100**	2 500	**2 500**	**2 500**
26407	86	55525			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	1	1	55 600	**55 600**	55 600	**55 600**	**55 600**
3803	86	55575	SCAG CLOUERE	45 292	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	45 300	**45 300**	45 290	**45 290**	**45 290**
87043	86	55541			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	2	2	20 000	**10 000**		**-**	**-**
97006	86	55541			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	2	2		**10 000**		**-**	**-**
13307	86	55569	SCAG CLAIN MOYEN	16 216	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	4	4	16 200	**149 600**	16 210	**149 600**	**16 210**
13306	86	55569	SCAG CLAIN MOYEN	33 872	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	4	4	33 900	**149 600**	33 870	**149 600**	**33 870**
13302	86	55569	SCAG CLAIN MOYEN	48 016	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	4	4	48 000	**149 600**	48 020	**149 600**	**48 020**
13305	86	55569	SCAG CLAIN MOYEN	51 495	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	4	4	51 500	**149 600**	51 500	**149 600**	**51 500**
75238	86	55406			R	VOUNEUIL-SOUS-BIARD	BOIVRE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
27623	86	55580	SCAG CLOUERE	52 926	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	15 000	**52 900**	15 000	**15 000**	**15 000**
6403	86	55543			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	29 400	**29 400**	60 000	**60 000**	**29 370**
26402	86	55543			N1	BE DE SOMMIERES	CLAIN AMONT	1	1	-	**91 500**		**-**	**-**
77089	86	55460			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	12 000	**12 000**	-	**-**	**-**
4603	86	55556			R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	11 000	**11 000**	11 040	**11 040**	**11 040**
8307	86	55566	SCAG CLAIN MOYEN	31 170	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	31 200	**31 200**	20 000	**20 000**	**20 000**

86134	86	55405	SCAG CLAIN MOYEN	51 641	R	LA DOUCE	CLOUERE	1	1	51 600	**51 600**	51 600	**51 600**	**51 600**
98021	86	55458			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	1	1	44 100	**44 100**	44 100	**44 100**	**44 100**
99014	86	55840			R	POITIERS	PALLU	1	1	4 600	**4 600**	4 570	**4 570**	**4 570**
16301	86	55577			N1	SARZEC	SARZEC	1	1	3 800	**3 800**	3 760	**3 760**	**3 760**
4007	86	98640			R	POITIERS	PALLU	2	2	6 000	**20 000**	12 700	**20 000**	**12 700**
7002	86	98640			R	POITIERS	PALLU	2	2	14 000	**20 000**	7 300	**20 000**	**7 300**
13501	86	55853	SCAG CLAIN MOYEN	35 568	N1	SARZEC	SARZEC	1	1	25 000	**35 600**	35 570	**35 570**	**35 570**
7007	86	55894			R	VOUNEUIL-SOUS-BIARD	BOIVRE	1	1	800	**800**	1 600	**1 600**	**1 050**
7612	86	55780	SCAG AUXANCES	22 080	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	22 100	**73 300**	22 080	**73 280**	**22 080**
29407	86	55780	SCAG AUXANCES	51 192	N1	VILLIERS	AUXANCE	2	2	51 200	**73 300**	51 200	**73 280**	**51 200**
9704	86	55467	SCAG CLOUERE	30 312	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	30 300	**30 300**	30 310	**30 310**	**30 310**
3902	86	55776	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	93 344	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	93 300	**93 300**	34 070	**34 070**	**34 070**
24207	86	55457			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	51 200	**51 200**	51 200	**51 200**	**51 200**
26103	86	55686			N1	SARZEC	SARZEC	2	2	110 400	**170 400**	82 120	**170 370**	**82 120**
26108	86	55686			N1	SARZEC	SARZEC	2	2	60 000	**170 400**	88 250	**170 370**	**88 250**
28b	86	55690	SCAG CLAIN MOYEN	-	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	5		**68 800**		**68 700**	**-**
28	86	55690	SCAG CLAIN MOYEN	4 928	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	5	4 900	**68 800**	8 650	**68 700**	**8 650**
42	86	55690	SCAG CLAIN MOYEN	5 120	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	5	5 100	**68 800**	-	**68 700**	**-**
44	86	55690	SCAG CLAIN MOYEN	15 616	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	5	15 600	**68 800**	16 270	**68 700**	**16 270**
26	86	55690	SCAG CLAIN MOYEN	43 128	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	5	43 100	**68 800**	43 780	**68 700**	**43 780**
27701	86	55638			N1	PUZE	PALLU	1	1	-	**10 900**		**-**	**-**

6822	86	55657	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	58 318	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	58 300	**135 400**	58 320	**135 420**	**58 320**
6820	86	55657	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	77 098	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	54 000	**135 400**	77 100	**135 420**	**77 100**
24805	86	55755	SCAG CLOUERE	48 182	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	5	5	48 200	**359 800**	48 180	**359 820**	**48 180**
24814	86	55755	SCAG CLOUERE	51 383	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	5	5	51 400	**359 800**	51 390	**359 820**	**51 390**
10303	86	55755	SCAG CLOUERE	54 859	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	5	5	54 900	**359 800**	54 860	**359 820**	**54 860**
10301	86	55755	SCAG CLOUERE	63 227	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	5	5	63 200	**359 800**	63 230	**359 820**	**63 230**
3801	86	55755	SCAG CLOUERE	142 163	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	5	5	142 200	**359 800**	142 160	**359 820**	**142 160**
20404	86	55835	SCAG AUXANCES	51 160	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	1	1	51 200	**51 200**	51 200	**51 200**	**51 200**
20403	86	55779	SCAG AUXANCES	60 560	N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	60 600	**60 600**	60 560	**60 560**	**60 560**
12104	86	55711	SCAG AUXANCES	59 096	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	2	2	59 100	**119 400**	59 100	**119 400**	**59 100**
12101	86	55711	SCAG AUXANCES	60 304	N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	2	2	60 300	**119 400**	60 300	**119 400**	**60 300**
7611	86	55784			N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	10 000	**20 000**	-	**-**	**-**
7613	86	55784			N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	10 000	**20 000**	-	**-**	**-**
28106	86	55712	SCAG DE LA PALLU	-	N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2		**137 200**		**137 220**	**-**
28108	86	55712	SCAG DE LA PALLU	53 488	R	POITIERS	PALLU	2	1	53 500	**53 500**	53 490	**53 490**	**53 490**
28117	86	55712	SCAG DE LA PALLU	137 218	N1	CHABOURNAY	PALLU	2	2	137 200	**137 200**	137 220	**137 220**	**137 220**
5329	86	55801	SCAG DE LA PALLU	-	N1	PUZE	PALLU	2	3		**194 800**	-	**185 500**	**-**
6009	86	55801	SCAG DE LA PALLU	50 159	N1	PUZE	PALLU	2	3	50 200	**194 800**	48 000	**185 500**	**48 000**
5325	86	55801	SCAG DE LA PALLU	144 678	N1	PUZE	PALLU	2	3	144 700	**194 800**	137 500	**185 500**	**137 500**
3810	86	55471	SCAG CLOUERE	65 485	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	65 500	**65 500**	65 480	**65 480**	**65 480**
11506	86	55641	SCAG DE LA PALLU	86 400	N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	86 400	**86 400**	86 400	**86 400**	**86 400**

27606	86	55527	SCAG CLOUERE	38 762	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	3	38 800	**210 500**	38 760	**210 450**	**38 760**
27612	86	55527	SCAG CLOUERE	68 993	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	3	69 000	**210 500**	69 000	**210 450**	**69 000**
27601	86	55527	SCAG CLOUERE	102 695	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	3	3	102 700	**210 500**	102 690	**210 450**	**102 690**
4503	86	55674			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	1	48 500	**48 500**	48 460	**48 460**	**48 460**
35	86	55674	SCAG CLAIN MOYEN	48 781	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	48 800	**48 800**	48 780	**48 780**	**48 780**
79142	86	55674	SCAG CLAIN MOYEN	19 363	R	CLOUE	VONNE	1	1	19 400	**19 400**	19 360	**19 360**	**19 360**
17721	86	55772	SCAG DE LA PALLU	14 152	N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	14 200	**120 100**	14 150	**120 060**	**14 150**
28115	86	55772	SCAG DE LA PALLU	28 286	N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	28 300	**120 100**	28 280	**120 060**	**28 280**
17706	86	55772	SCAG DE LA PALLU	77 628	N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	77 600	**120 100**	77 630	**120 060**	**77 630**
11508	86	55713	SCAG DE LA PALLU	83 232	N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	83 200	**83 200**	83 200	**83 200**	**83 200**
6809	86	55617			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
79654	79	55475	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	29 266	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	3	3	29 300	**118 300**	29 260	**138 280**	**29 260**
79338	79	55475	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	89 020	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	3	3	89 000	**118 300**	89 020	**138 280**	**89 020**
5311	86	55836			N1	PUZE	PALLU	2	2	17 100	**64 100**	31 000	**58 000**	**31 000**
5316	86	55836			N1	PUZE	PALLU	2	2	6 700	**64 100**	27 000	**58 000**	**27 000**
6802	86	55693	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	46 760	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	46 800	**148 300**	46 760	**148 340**	**46 760**
3906	86	55693	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	101 576	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	101 600	**148 300**	101 580	**148 340**	**101 580**
5324	86	55742	SCAG DE LA PALLU	61 042	N1	PUZE	PALLU	2	2	61 000	**123 900**	61 040	**123 930**	**61 040**
5303	86	55742	SCAG DE LA PALLU	62 884	N1	PUZE	PALLU	2	2	62 900	**123 900**	62 890	**123 930**	**62 890**
10501	86	55862	SCAG CLAIN MOYEN	28 792	N1	LA VALLEE MOREAU	CLAIN AVAL	1	1	28 800	**28 800**	28 800	**28 800**	**28 800**
13301	86	55634	SCAG CLAIN MOYEN	44 060	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	2	2	72 500	**94 500**	44 060	**94 450**	**44 060**

13303	86	55634	SCAG CLAIN MOYEN	50 388	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	2	2	22 000	**94 500**	50 390	**94 450**	**50 390**
1007	86	55764	SCAG CLAIN MOYEN	118 782	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	1	1	118 800	**118 800**	70 080	**70 080**	**70 080**
14201	86	55731	SCAG AUXANCES	184 108	N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	184 100	**184 100**	184 100	**184 100**	**184 100**
27	86	55790			R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	4	5 100	**65 700**	5 140	**65 740**	**5 140**
20811	86	55623	SCAG DE LA PALLU	29 156	N1	PUZE	PALLU	5	5	47 900	**387 300**	40 350	**385 790**	**40 350**
20804	86	55623	SCAG DE LA PALLU	64 352	N1	PUZE	PALLU	5	5	76 600	**387 300**	92 280	**385 790**	**92 280**
29901	86	55623	SCAG DE LA PALLU	79 039	N1	PUZE	PALLU	5	5	95 400	**387 300**	86 950	**385 790**	**86 950**
29916	86	55623	SCAG DE LA PALLU	101 256	N1	PUZE	PALLU	5	5	92 700	**387 300**	103 580	**385 790**	**103 580**
29913	86	55623	SCAG DE LA PALLU	113 504	N1	PUZE	PALLU	5	5	78 000	**387 300**	62 630	**385 790**	**62 630**
20901	86	55790	SCAG CLAIN MOYEN	44 598	N2	FONTJOISE	FONTJOISE	1	1	44 600	**44 600**	44 600	**44 600**	**44 600**
127	86	55790	SCAG CLAIN MOYEN	1 072	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	4	1 100	**65 700**	1 070	**65 740**	**1 070**
87029	86	55790	SCAG CLAIN MOYEN	23 184	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	4	23 200	**65 700**	23 180	**65 740**	**23 180**
87030	86	55790	SCAG CLAIN MOYEN	36 352	R	POITIERS	CLAIN AVAL	4	4	36 400	**65 700**	36 350	**65 740**	**36 350**
20405	86	55622			N1	VILLIERS	AUXANCE	1	1	10 000	**10 000**	10 000	**10 000**	**10 000**
9701	86	55504			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	-	**16 900**	16 870	**16 870**	**16 870**
29302	86	55636			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	2		**60 600**		**60 570**	**-**
29306	86	55636			N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	2	60 600	**60 600**	60 570	**60 570**	**60 570**
22	86	55636			R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	25 300	**182 500**	25 250	**182 480**	**25 250**
40	86	55636	SCAG CLAIN MOYEN	157 237	R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	2	157 200	**182 500**	157 230	**182 480**	**22 560**
6110	86	55425			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	79 000	**79 000**	60 000	**60 000**	**60 000**
5412	86	55694			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	3	3	63 200	**236 800**	63 220	**236 830**	**63 220**

5411	86	55694			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	3	3	80 000	**236 800**	79 960	**236 830**	**79 960**
5404	86	55694			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	3	3	93 700	**236 800**	93 650	**236 830**	**93 650**
3005	86	55563	SCAG DE LA PALLU	30 866	N1	PUZE	PALLU	2	2	30 900	**77 500**	30 860	**77 460**	**30 860**
3011	86	55563	SCAG DE LA PALLU	46 600	N1	PUZE	PALLU	2	2	46 600	**77 500**	46 600	**77 460**	**46 600**
7606	86	55814	SCAG AUXANCES	40 762	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	4	4	40 800	**248 100**	40 760	**248 080**	**40 760**
7601	86	55814	SCAG AUXANCES	57 033	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	4	4	57 000	**248 100**	57 040	**248 080**	**57 040**
15810	86	55814	SCAG AUXANCES	64 457	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	4	4	64 500	**248 100**	64 460	**248 080**	**64 460**
15811	86	55814	SCAG AUXANCES	85 822	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	4	4	85 800	**248 100**	85 820	**248 080**	**85 820**
29212	86	55735	SCAG AUXANCES	50 748	N1	VILLIERS	AUXANCE	7	7	50 700	**523 600**	50 750	**523 580**	**50 750**
29217	86	55735	SCAG AUXANCES	61 144	N1	VILLIERS	AUXANCE	7	7	61 100	**523 600**	61 140	**523 580**	**61 140**
29405	86	55735	SCAG AUXANCES	72 526	N1	VILLIERS	AUXANCE	7	7	72 500	**523 600**	72 530	**523 580**	**72 530**
29404	86	55735	SCAG AUXANCES	72 636	N1	VILLIERS	AUXANCE	7	7	72 600	**523 600**	72 630	**523 580**	**72 630**
29202	86	55735	SCAG AUXANCES	74 345	N1	VILLIERS	AUXANCE	7	7	74 300	**523 600**	74 340	**523 580**	**74 340**
30004	86	55735	SCAG AUXANCES	89 351	N1	VILLIERS	AUXANCE	7	7	89 400	**523 600**	89 350	**523 580**	**89 350**
29215	86	55735	SCAG AUXANCES	102 844	N1	VILLIERS	AUXANCE	7	7	102 800	**523 600**	102 840	**523 580**	**102 840**
6829	86	124691	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	39 500	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	39 500	**69 000**	25 000	**69 000**	**25 000**
900134	86	124691			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	-	**69 000**	44 000	**69 000**	**44 000**
79368	79	55483	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	78 595	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	78 600	**173 200**	78 600	**173 230**	**78 600**
79552	79	55483	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	94 640	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	2	2	94 600	**173 200**	94 630	**173 230**	**94 640**
3907	86	55721	SCAG DIVE BOULEURE CLAIN AMONT	140 000	N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	1	1	140 000	**140 000**	140 000	**140 000**	**140 000**
28103	86	55619	SCAG DE LA PALLU	22 520	N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	22 500	**127 100**	22 520	**127 100**	**22 520**

28102	86	55619	SCAG DE LA PALLU	48 584	N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	48 600	**127 100**	48 580	**127 100**	**48 580**
1602	86	55619	SCAG DE LA PALLU	55 952	N1	CHABOURNAY	PALLU	3	3	56 000	**127 100**	56 000	**127 100**	**56 000**
11606	86	55819			N2	ROUILLE	ROUILLE	1	2	-	**40 100**		**20 000**	**-**
11603	86	55819			N2	ROUILLE	ROUILLE	1	2	40 100	**40 100**	20 000	**20 000**	**20 000**
5508	86	55633			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	3	-	**77 100**	-	**77 000**	**-**
5510	86	55633			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	3	-	**77 100**	-	**77 000**	**-**
5503	86	55633			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	3	77 100	**77 100**	77 000	**77 000**	**77 000**
9706	86	55857	SCAG CLOUERE	53 578	N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	53 600	**53 600**	53 580	**53 580**	**53 580**
8303	86	55749	SCAG CLAIN MOYEN	63 707	N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	63 700	**63 700**	63 700	**63 700**	**63 700**
8304	86	55749	SCAG CLAIN MOYEN	42 336	N2	CHOUE BROSSAC	CHOUE BROSSAC	1	1	42 300	**42 300**	42 300	**42 300**	**42 300**
27609	86	55708	SCAG CLOUERE	60 880	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	60 900	**124 700**	60 880	**124 700**	**60 880**
27625	86	55708	SCAG CLOUERE	63 821	N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	2	2	63 800	**124 700**	63 820	**124 700**	**63 820**
7401	86	55414			N2	LA RAUDIERE	LA RAUDIERE	1	1	39 600	**39 600**	52 000	**52 000**	**39 550**
15802	86	55854	SCAG AUXANCES	26 079	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	26 100	**92 300**	26 080	**92 250**	**26 080**
15808	86	55854	SCAG AUXANCES	66 168	N1	LES LOURDINES	AUXANCE	2	2	66 200	**92 300**	66 170	**92 250**	**66 170**
13604	86	82149			N2	LES SAIZINES	LES SAIZINES	1	1	11 000	**11 000**	11 000	**11 000**	**11 000**
9101	86	55499			N2	ROUILLE	ROUILLE	1	1	15 000	**57 500**	10 000	**10 000**	**10 000**
11303	86	55745			N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	1	1	48 600	**57 100**	48 600	**48 600**	**48 600**
28101	86	56876			N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
16SUCL001	16	83841			R	VIVONNE	CLAIN AMONT	1	1	66 000	**66 000**	66 000	**66 000**	**66 000**
14503	86	55795			N1	LA CAGNOCHE	CLAIN AVAL	2	1	25 500	**25 500**	25 470	**25 470**	**25 470**

76429	86	55795			R	POITIERS	CLAIN AVAL	2	1	10 000	**10 000**	10 000	**10 000**	**10 000**
5305	86	55565	SCAG DE LA PALLU	-	N1	PUZE	PALLU	3	4	-	**176 700**		**176 690**	**-**
5307	86	55565	SCAG DE LA PALLU	45 758	N1	PUZE	PALLU	3	4	45 800	**176 700**	45 750	**176 690**	**45 750**
5319	86	55565	SCAG DE LA PALLU	50 565	N1	PUZE	PALLU	3	4	50 500	**176 700**	50 560	**176 690**	**50 560**
5306	86	55565	SCAG DE LA PALLU	80 375	N1	PUZE	PALLU	3	4	80 400	**176 700**	80 380	**176 690**	**80 380**
87070	86	55550	SCAG CLAIN MOYEN	14 810	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	14 800	**14 800**	14 810	**14 810**	**14 810**
6405	86	55516			N1	PETIT CHEZ DAUFFARD	CLOUERE	1	1	20 000	**20 000**	20 000	**20 000**	**20 000**
12310	86	55450			N2	LA PREILLE	LA PREILLE	1	1	26 100	**26 100**	26 130	**26 130**	**26 130**
14808	86	55423			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	1	1	32 000	**32 000**	32 000	**32 000**	**32 000**
14108	86	55419			N1	LA CHARPRAIE	CLOUERE	1	1	21 000	**21 100**	21 050	**21 050**	**21 050**
79405	79	55496			N1		BOIVRE	1	1	-	**20 000**		**-**	**-**
5406	86	55444			N1	LES RENARDIERES	CLAIN AMONT	1	1	94 700	**94 700**	97 000	**97 000**	**94 660**
85120	86	55424			R	CHATEAU LARCHER	CLOUERE	1	1	34 100	**34 100**	34 100	**34 100**	**34 100**
98008	86	55585	SCAG CLAIN MOYEN	49 820	R	POITIERS	CLAIN AVAL	1	1	49 800	**49 800**	49 820	**49 820**	**49 820**
79245	79	55475			N1	BREJEUILLE 2 SUPRA	DIVE DE COUHE	3	3	20 000	**118 300**	20 000	**138 280**	**-**
900120	86	133316			N1	CHABOURNAY	PALLU	1	1	2 200	**11 200**	2 000	**2 000**	**2 000**

SOUS BASSIN VP	PAR_2017	Volume consommé en 2017	Volume proposé en 2018	Volume demandé 2018
PALLU	4 156 550	2 811 652	4 320 060	4 030 550
AUXANCE	3 496 190	2 238 553	3 607 290	3 349 540
BOIVRE	21 200	964	41 260	22 600
VONNE	419 300	127 261	455 570	439 410
CLAIN AVAL	3 140 100	1 254 521	3 109 510	2 939 260
SARZEC	953 500	456 524	1 255 200	991 990
CLOUERE	4 066 000	2 163 401	4 061 550	3 807 150
DIVE DE COUHE	4 418 800	2 133 892	4 357 240	4 024 040
CLAIN AMONT	2 830 700	1 057 153	3 007 660	2 582 440
FONTJOISE	795 600	509 227	795 550	695 750
LA PREILLE	866 400	609 066	866 760	849 510
LA RAUDIERE	702 800	453 105	798 990	724 220
LES SAIZINES	890 100	520 856	958 320	871 480
BREJEUILLE 2 INFRA	43 200	19 937	43 230	36 850
CHOUE BROSSAC	536 700	307 298	537 070	516 930
ROUILLE	164 300	122 230	241 780	174 210
Total général	**27 501 440**	**14 785 640**	**28 457 040**	**26 055 930**

Proposition PAR 2018 avant démission des SCAGE	Proposition PAR2018 après validation démission SCAGE	Volume mobilisable	attente retour de formulaire
4 019 210	4 019 210	118 410	79 660
3 329 540	3 329 540	57 350	20 000
22 100	22 100	- 840	20 000
419 410	415 680	20 000	16 160
2 855 420	2 497 180	123 530	43 650
991 700	991 700	263 500	
3 758 290	3 617 830	107 220	65 480
4 004 050	3 998 200	127 790	20 000
2 572 230	2 572 230	295 160	53 820
695 750	695 750	-	
849 420	804 360	16 140	
704 340	708 700	85 920	
871 480	871 480	86 840	
36 850	36 850	50	6 330
516 930	507 320	20 140	
164 170	164 170	77 610	
25 810 890	**25 252 300**	**1 398 820**	**325 100**

Étiquettes de lignes	PAR_2017	Volume consommé en 2017
AUXANCE	3 496 190	2 238 553
BOIVRE	21 200	964
BREJEUILLE 2 INFRA	43 200	19 937
CHOUE BROSSAC	536 700	307 298
CLAIN AMONT	2 830 700	1 057 153
CLAIN AVAL	3 140 100	1 254 521
CLOUERE	4 066 000	2 163 401
DIVE DE COUHE	4 418 800	2 133 892
FONTJOISE	795 600	509 227
LA PREILLE	866 400	609 066
LA RAUDIERE	702 800	453 105
LES SAIZINES	890 100	520 856
PALLU	4 156 550	2 811 652
ROUILLE	164 300	122 230
SARZEC	953 500	456 524
VONNE	419 300	127 261
Total général	27 501 440	14 785 640

Volume proposé en 2018	Volume demandé 2018	Proposition PAR 2018 avant démission des SCAGE
3 607 290	3 349 540	3 329 540
41 260	22 600	22 100
43 230	36 850	36 850
537 070	516 930	516 930
3 007 660	2 582 440	2 572 230
3 109 510	2 939 260	2 855 420
4 061 550	3 807 150	3 758 290
4 357 240	4 024 040	4 004 050
795 550	695 750	695 750
866 760	849 510	849 420
798 990	724 220	704 340
958 320	871 480	871 480
4 320 060	4 030 550	4 019 210
241 780	174 210	164 170
1 255 200	991 990	991 700
455 570	439 410	419 410
28 457 040	26 055 930	25 810 890

Proposition PAR2018 après validation démission SCAGE	Volume mobilisable	attente retour de formulaire
3 329 540	57 350	20 000
22 100	- 840	20 000
36 850	50	6 330
507 320	20 140	
2 572 230	295 160	53 820
2 497 180	123 530	43 650
3 617 830	107 220	65 480
3 998 200	127 790	20 000
695 750	-	
804 360	16 140	
708 700	85 920	
871 480	86 840	
4 019 210	118 410	79 660
164 170	77 610	
991 700	263 500	
415 680	20 000	16 160
25 252 300	1 398 820	325 100

Direction départementale des territoires

86-2018-04-26-004

AP 2018 DDT 240 fixant le plan de chasse grand gibier applicable dans le département de la Vienne pour la campagne cynégétique 2018-2019

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2018-DDT- 240

En date du 26 avril 2018

fixant le plan de chasse grand gibier applicable dans le département de la Vienne pour la campagne cynégétique 2018-2019

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Préfète de la Vienne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article R.425-2 relatif au plan de chasse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015/DDT/343 du 28 avril 2015 fixant le plan de chasse grand gibier applicable dans le département de la Vienne pour la campagne 2015-2016 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les Régions et les Départements ;

Vu le décret du 9 août 2017 portant nomination de Madame Isabelle DILHAC Préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté n° 2018-SG-DCPPAT-10 en date du 3 avril 2018 donnant délégation de signature à M. Gilles LEROUX, Directeur Départemental Adjoint des Territoires de la Vienne ;

Vu les réalisations du plan de chasse CERF pour la saison de chasse 2017-2018 et du plan de chasse CHEVREUIL pour la période 2015-2018 ;

Vu les propositions de plan de chasse départemental formulées par la Fédération départementale des chasseurs en date du 26 mars 2018 ;

Vu les demandes d'attribution déposées pour l'espèce CERF sur la saison 2018-2019, et pour l'espèce CHEVREUIL sue la période triennale 2018-2021 ;

Vu la consultation du public effectuée par voie électronique du 28 mars au 17 avril 2018 inclus, sur le portail des services de l'Etat dans le département de la Vienne, en application de l'article L 120-1 du code de l'environnement ;

Vu le rapport motivant la présente décision administrative à l'issue de la consultation du public par voie électronique ;

Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) lors de sa séance du 24 avril 2018 ;

Considérant l'article R.425-2 du code de l'environnement prévoyant que le préfet fixe, après avis de la CDCFS, le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever pour chacun des espèces de grand gibier soumises à plan de chasse ;

Arrête

Article 1er : Les plans de chasse grand gibier applicables dans le département de la Vienne sur la campagne de chasse 2018-2019 pour l'espèce CERF, et, sur la période 2018-2021, soit trois campagnes de chasse, pour l'espèce CHEVREUIL, sont fixés comme suit :

Milieux ouverts :

N° Massifs	CERF 2018-2019	
	Mini	Maxi
1	105	135
2	40	55
3	150	200
4	0	0
5	200	300
6	70	100
7	70	90
8	180	230
9	480	540
10	110	150
11	160	200
TOTAL	1565	2000

N° Massifs	CHEVREUIL 2018-2021	
	Mini	Maxi
1	2200	2500
2	1800	2000
3	1000	1500
4	560	620
5	550	750
6	1500	1650
7	2600	2900
8	1800	2000
9	3050	3400
10	2450	2600
11	1900	2200
TOTAL	19410	22120

Milieux clos (parcs de chasse) 2018-2019 :

	Cerfs	Chevreuils	Daims	Mouflons	Cerfs Sika
Mini	0	0	0	0	0
Maxi	300	200	100	50	50

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

Article 3 : La Préfète de la Vienne et le Directeur Départemental des Territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Poitiers , le 26 avril 2018

Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur Départemental Adjoint

Gilles LEROUX

Direction départementale des territoires

86-2018-04-26-005

Arrêté Portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatif à la création de la nouvelle station de traitement des eaux usées du bourg de la commune de MARCAY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires de la Vienne

Préfète de la Vienne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

ARRÊTÉ N° 2018-DDT-247
En date du 26 avril 2018

Portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatif à la création de la nouvelle station de traitement des eaux usées du bourg de la commune de MARÇAY

VU la directive n° 91/71/CEE du 21 mai 1991 du conseil des communautés européennes relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n°62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police de l'eau ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 août 2017 portant nomination de Madame Isabelle DILHAC, préfète de la Vienne ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le préfet coordonnateur le 18 novembre 2015 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 modifié portant délimitation des zones sensibles ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2009 portant délimitation des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-SG-DCPPAT-010 du 3 avril 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Gilles LEROUX, directeur départemental adjoint des territoires, sur toutes les décisions et correspondances entrant dans le champ de compétences du Directeur départemental des territoires de la Vienne ;

VU la décision n°2018-DDT-17 du 3 avril 2018 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 2 octobre 2017, enregistrée sous le numéro n°86-2017-00108, et les compléments reçus en date du 15 février 2018, présentés par Monsieur le Président du syndicat Eaux de Vienne – SIVEER, relatifs à la construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées du bourg de la commune de Marçay ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment :
- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques des modifications de la station de traitement des eaux usées,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidences,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques ;

VU le récépissé de déclaration en date du 3 octobre 2018 ;

VU l'avis formulé par le déclarant le 24 avril 2018 sur le projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques transmis le 17 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que le rejet de la future station de traitement des eaux usées entraîne potentiellement un déclassement de l'état de la masse d'eau FRGR1850 « Le Palais et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Clain » ;

CONSIDÉRANT qu'un suivi de l'impact réel du rejet sur le cours d'eau va être mis en place en période d'étiage sur une période de 3 années ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Titre I – OBJET DE LA DÉCLARATION

ARTICLE 1 – OBJET DE LA DÉCLARATION

Il est donné acte au syndicat Eaux de Vienne – SIVEER de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant **la construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées du bourg de la commune de Marçay avec rejet des eaux traitées dans le cours d'eau « Le Jupiter ».**

Le présent arrêté permet au syndicat Eaux de Vienne – SIVEER de réaliser les travaux suivants, conformément au dossier de déclaration et dans les quatre ans suivant la date du présent arrêté :

*** la station d'épuration**

a) le site
- la station de traitement des eaux usées sera construite sur les parcelles cadastrées n°186 et 187 de la section C de la commune de Marçay

b) la filière eau
- refoulement des eaux usées depuis le bassin tampon de 100 m³ existant
- station de traitement des eaux usées de type filtra planté de roseaux d'une capacité nominale de 700 équivalents-habitants
- en sortie de la station de traitement des eaux usées, les eaux traitées seront rejetées dans le cours d'eau « Le Jupiter » après cheminement dans une tranchée drainante

c) la filière boues
- épaississement des boues sur les filtres plantés de roseaux

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

L'ensemble de ces opérations relève des rubriques suivantes de l'article R214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	*Intitulé*	*Flux*	*Régime*
2.1.1.0	**Station d'épuration** devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : **Supérieure à 12 kg de DBO5 mais inférieure ou égal à 600 kg de DBO5**	**42 kg DBO5/j**	**Déclaration**
2.1.2.0	**Déversoir d'orage** situé sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : **Supérieur à 12 kg de DBO5 mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5**	**42 kg DBO5/j** (TP du bassin tampon)	**Déclaration**

La station de traitement des eaux usées, d'une capacité nominale de **700 équivalents habitants (EH),** est implantée sur la commune de **Marçay.**
Les coordonnées Lambert 93 de la station de traitement des eaux usées sont les suivantes :
X = 487 126 m, Y = 6 600 235 m

Le déversoir en tête de station est implanté sur la commune de **Marçay.**
Les coordonnées Lambert 93 du déversoir en tête de station sont les suivantes :
X = 487 387 m, Y = 6 599 614 m

1-1 – Charges et débit de référence

Le système d'assainissement (réseau et station de traitement des eaux usées) doit pouvoir collecter et traiter les charges et débits de référence suivants :

*** Charges de référence :**

Paramètres	DBO5 (kg O_2/j)	DCO (kg O_2/j)	MES (kg/j)	NTK (kg/j)	Ptotal (kg/j)
Charges de référence (kg/j)	42	84	63	10,5	2,8

*** Débit de référence :**

La station est conçue pour traiter un débit journalier de temps sec de 120 m³/j (dont 15 m³/j d'eaux claires parasites permanentes).

Le débit de référence du système d'assainissement, tenant compte d'un débit supplémentaire lié au temps de pluie, est de **180 m³/j.**

1-2 – Délais de réalisation des travaux, de mise en service des ouvrages et d'évacuation des déchets

La réalisation des travaux susnommés, ainsi que la mise en service des ouvrages, devront avoir lieu **dans les quatre années** suivant la date du présent arrêté.

Les anciens ouvrages qui ne seront pas réutilisés devront être démolis. L'évacuation des déchets ainsi générés devra se faire dans des filières réglementaires, dans un délai d'un an à compter de la mise en service de la nouvelle station de traitement des eaux usées.

1-3 – Récapitulatif de quelques échéances s'appliquant aux dispositions du présent arrêté

Article concerné	Nature des prescriptions	Délai
Article 1-2	Délai de réalisation des ouvrages du système d'assainissement	4 ans suivant la date du présent arrêté
Article 1-2	Délai de mise en service des ouvrages du système d'assainissement	4 ans suivant la date du présent arrêté
Article 1-2	Démolition de l'ancienne station	1 an à compter de la mise en service de la nouvelle station
Article 4-1	Analyse des risques de défaillance	Avant la mise en service de la nouvelle station d'épuration
Article 5-2-2	Transmission des résultats des analyses d'autosurveillance du mois N, y compris ceux des analyses réalisées dans le cadre des autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques	Durant le mois N+1
Article 5-2-3	Rédaction et transmission du cahier de vie du système d'assainissement à l'agence de l'eau et au service en charge du contrôle	Avant la mise en service de la nouvelle station
Article 5-2-5	Transmission des résultats du suivi du milieu récepteur de l'année n	Début de l'année n+1 et au plus tard le 1er mars pendant une durée de 3 ans
Article 7-2-1	Information du service police de l'eau en cas d'incident grave	Dans les meilleurs délais
Article 7-2-2	Information du service police de l'eau en cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté	Dans les meilleurs délais
Article 7-3	Bilan de fonctionnement du système d'assainissement de l'année n	Début de l'année n+1 et au plus tard le 1er mars
Article 8-1	Continuité de traitement des eaux usées	Lors des travaux de construction de la station d'épuration
Article 9	Transmission de la date de commencement des travaux	7 jours avant la date de commencement des travaux
	Transmission de la date de mise en service de chaque ouvrage	1 mois suivant la date de mise en service

ARTICLE 2 – CONDITIONS GÉNÉRALES

2-1 – Conformité du dossier déposé

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Suite à la procédure d'attribution du marché public, si les caractéristiques des installations sont différentes du dossier de déclaration, alors le maître d'ouvrage doit informer le service de police de l'eau. En fonction des informations fournies et du changement ou non notable des éléments du dossier de déclaration initiale, le service de police de l'eau pourra, soit prendre un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, soit demander un nouveau dossier de déclaration au déclarant.

2-2 – Descriptif de l'installation

2-2-1 – Système de traitement des eaux usées

- dégrilleur automatique
- poste d'alimentation du 1er étage
- 1er étage de filtres plantés de roseaux constitués de 3 lits de 350 m² étanchés par géomembrane
- poste d'alimentation du 2e étage
- 2e étage de filtres plantés de roseaux constitués de 2 lits de 350 m² étanchés par géomembrane
- canal de mesure
- 380 ml de tranchée drainante suivant le cheminement d'un fossé existant

2-2-2 – Système de collecte

- 3 500 ml de réseau séparatif
- 1 825 ml de réseau unitaire
- 1 bassin tampon de 100 m³
- 4 postes de refoulement
- 2 déversoirs d'orage

2-2-3 – Autosurveillance du système d'assainissement

La station de traitement des eaux usées doit être équipée des dispositifs d'autosurveillance adaptés aux exigences réglementaires définies aux paragraphes 5.2.1 et 5.2.2 permettant de réaliser les prélèvements et les mesures nécessaires, en entrée et en sortie de station. À ce titre, **un regard de prélèvement doit être réalisé en entrée et en sortie de la station de traitement des eaux usées. De même, le débit doit pouvoir être mesuré en entrée ou en sortie. Le déversoir en tête de station doit être équipé d'un dispositif permettant d'estimer les débits déversés.**

2-3 – Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement

2-3-1- Fonctionnement

Les ouvrages et équipements, notamment ceux concourants à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

2-3-2 – Exploitation

Les ouvrages et équipements doivent être exploités de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant du système de traitement peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédent le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci,
- utiliser toute autre disposition alternative mise en œuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau …).

L'exploitant doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel.

2-3-3 – Fiabilité

Le maître d'ouvrage et son exploitant doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec le présent arrêté.
Des performances acceptables doivent être garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles.

À cet effet, l'**exploitant tient à jour un registre** mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement,
- la liste des opérations d'entretien préventif réalisées,
- une liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes,
- les opérations d'autosurveillance,
- les informations relatives à l'élimination des sous-produits.

2-3-4 – Diagnostic du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage établit, suivant **une fréquence n'excédant pas dix ans**, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées, conformément à l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé. Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement.

2-4 – Évacuation et épandage réglementaire des boues issues de l'ancienne station d'épuration

L'évacuation et l'épandage réglementaire des boues issues des ouvrages de l'ancienne station de traitement des eaux usées devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE COLLECTE

3-1 – Conception – réalisation

Le système de collecte est conçu, réalisé, réhabilité, exploité et entretenu conformément aux prescriptions de l'arrêté modifié du 21 juillet 2015 susvisé.

Les **ouvrages de collecte** doivent être conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter les fuites, les apports d'eaux claires parasites et à acheminer au système de traitement les flux correspondants à son débit de référence. Ils sont conçus et exploités de façon à empêcher tout déversement vers le milieu naturel dans les conditions normales de fonctionnement.

Les **déversoirs d'orage ou assimilés** du système de collecte **sont conçus et dimensionnés de manière à empêcher tout déversement par temps sec, à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence et à éviter tout rejet d'objet flottant (par mise en place de dégrilleur ou de grille) en cas de déversement** dans les conditions habituelles de fonctionnement. Ils doivent être aménagés pour éviter les érosions au point de déversement et pour limiter la pollution des eaux réceptrices.

Les **postes de relèvement** doivent être conçus et exploités de façon à empêcher tout déversement vers le milieu naturel par temps sec et hors situation inhabituelle de forte pluie.

Le maître d'ouvrage s'assure de la bonne qualité d'exécution des tronçons en référence aux règles de l'art et des mesures techniques particulières prises dans les secteurs caractérisés par les eaux souterraines très fragiles ou des contraintes liées à la nature du sous-sol.

Les matières solides, liquides ou gazeuses, y compris les matières de vidange, ainsi que les déchets (boues, refus de dégrillage, sables, graisses…) ne doivent pas être déversés dans le réseau d'assainissement.

3-2 – Raccordements

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à condition que le dimensionnement du réseau d'assainissement et de la station de traitement des eaux usées le permette.

Le maître d'ouvrage peut accepter de traiter des effluents non domestiques autres que ceux prévus dans le dossier initial, au vu d'une étude de faisabilité permettant de prouver que les effluents peuvent être traités par la station, tant en termes de débit que de composition. Ces effluents ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 susvisé dans les concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement. Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, une autorisation de déversement au réseau public est délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau, pour chaque raccordement d'eaux résiduaires non domestiques traitées par la station d'épuration. Ces autorisations de déversement ainsi que leur modification, sont transmises au service de police de l'eau.

Le maître d'ouvrage fournit à chaque nouvel usager un règlement de service.

3-3 – Contrôle de la qualité d'exécution

Le maître d'ouvrage vérifie que les ouvrages de collecte ont été réalisés conformément aux règles de l'art. Les ouvrages de collecte font l'objet d'une procédure de réception réalisée par un opérateur accrédité, indépendant de l'entreprise chargée des travaux. Le procès-verbal de cette réception ainsi que les résultats des essais sont tenus à disposition du service en charge du contrôle et de l'agence de l'eau.

ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE TRAITEMENT

4-1 – Conception et fiabilité de la station de traitement des eaux usées

La station de traitement des eaux usées est dimensionnée, conçue, construite et exploitée de manière telle qu'elle puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence indiqués à l'article 1-1.

La station de traitement des eaux usées est conçue et implantée de manière à préserver les habitants et les établissements recevant du public des nuisances de voisinage et des risques sanitaires. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages d'épuration, ainsi que des nouvelles zones d'habitations ou d'activités prévues dans les documents d'urbanisme en vigueur au moment de la construction ou de l'extension de la station de traitement des eaux usées.

Avant sa mise en service, la station de traitement des eaux usées doit faire l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Ce document est transmis au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station. Une astreinte est organisée pour assurer la continuité du service.

Un plan des ouvrages est établi par le maître d'ouvrage, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté. Il comprend notamment :

- le(s) réseau(x) de collecte ;
- les réseaux relatifs à la filière de traitement (poste de relevage, regards, vannes) ;
- l'ensemble des ouvrages et leurs équipements ;
- le(s) point(s) de rejets dans les cours d'eau ;
- les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres…)

Il est tenu à la disposition du service de police de l'eau et des services d'incendie et de secours.

4-2 – Information du public

Le maître d'ouvrage procède à un affichage sur le terrain d'implantation du projet précisant le nom du maître d'ouvrage, la nature du projet et le lieu où le dossier réglementaire est consultable.

4-3 – Points de rejet

Le point de rejet dans le milieu naturel de la station de traitement des eaux usées est identifié comme suit :

Rejet dans le cours d'eau « Le Jupiter » défini par les coordonnées Lambert 93 :

X = 486 824 m et Y = 6 600 338 m

Le point de rejet dans le milieu naturel du déversoir en tête de station est identifié comme suit :
Rejet dans le cours d'eau « La Rune » défini par les coordonnées Lambert 93 :
X = 487 395 m et Y = 6 599 606 m

Les dispositifs de rejet sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Ils doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, sans entraver l'écoulement du ruisseau ni retenir les corps flottants. Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet ainsi que pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, et pour assurer le curage des dépôts et limiter leur formation.

4-4 – Prescriptions relatives au rejet

4-4-1 – Valeurs limites de rejet – obligation de résultats

* En conditions normales de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station d'épuration, mesurées à partir d'échantillon moyens journaliers homogénéisés sont les suivantes :

	Paramètres	Concentration du rejet (mg/L)		Rendement minimum
		Valeur à respecter	Valeur rédhibitoire	
Moyenne journalière	DBO5	25	70	95 %
	DCO	90	400	90 %
	MES	30	85	95 %
Moyenne annuelle	NTK	15	-	80 %
	N-NH4+	13	-	70 %

Les analyses doivent se référer aux méthodes normalisées, sur des échantillons moyens journaliers homogénéisés, non filtrés et non décantés.

Afin de pouvoir calculer le rendement épuratoire du système de traitement, il sera nécessaire de mesurer, pour les paramètres figurant ci-dessus, la charge entrante de tous les éventuels apports extérieurs (matières de vidange…). Ces éventuels apports extérieurs devront satisfaire aux exigences définies aux articles 1 et 4 (partie 4.1, 1er paragraphe) du présent arrêté.

Les effluents traités doivent également respecter les conditions suivantes :
- pH compris entre 6 et 8,5
- température inférieure ou égale à 25 °C
- absence de matières surnageantes, absence de coloration des effluents provoquant une coloration visible du milieu récepteur, absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.

* En situation inhabituelle, la station d'épuration peut ne pas respecter les performances décrites précédemment. Il s'agit des situations suivantes :
- fortes pluies ayant pour conséquence un fonctionnement de la station au-delà de son débit de référence défini à l'article1-1,
- opérations programmées de maintenance,
- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement (catastrophes naturelles, inondations, pannes ou dysfonctionnements non directement liés à un défaut de conception ou d'entretien, rejets accidentels dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

4-4-2 – Conformité du système d'assainissement

Le système d'assainissement sera jugé conforme au regard des résultats de l'autosurveillance du réseau d'assainissement et de la station d'épuration, **si les 2 conditions suivantes sont simultanément réunies :**

1ère condition : les ouvrages de surverse ou de délestage du réseau d'assainissement (déversoirs d'orage, trop-plein de bassin de stockage des eaux usées, trop-plein de poste de relèvement…) ne doivent pas déverser par temps sec,
2e condition : les rejets de la station de traitement des eaux usées sont conformes si les 3 conditions suivantes sont simultanément réunies :

❶ **pour les paramètres DBO_5, DCO et MES** si :
- les eaux résiduaires rejetées en milieu naturel respectent en moyenne journalière, soit les concentrations maximales soit les rendements minimaux fixés par l'article 4-4-1,

- en dehors des situations inhabituelles, aucune valeur ne dépasse les concentrations rédhibitoires fixées dans le tableau de l'article 4-4-1 ;

❷ **pour les paramètres azotés (NTK, NH4+) et le phosphore**, si les eaux résiduaires rejetées en milieu naturel respectent en moyenne annuelle, soit les concentrations maximales, soit les rendements minimaux fixés par l'article 4-4-1 ;

❸ **par respect de la fréquence d'autosurveillance** fixée à l'article 5-2-2, si le nombre de bilans journaliers fixés par paramètre a été réalisé.

4-5 – Prévention et nuisances

4-5-1 – Dispositions générales

Le syndicat eaux de Vienne – SIVEER doit réaliser des plantations sur le pourtour du site de la station de traitement des eaux usées afin de limiter l'impact visuel et sonore. Il ne devra pas y avoir de plantations à moins de 5 mètres des futurs ouvrages pour éviter que les systèmes racinaires des végétaux perturbent le fonctionnement.

L'ensemble du site de la station de traitement des eaux usées est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus régulièrement. Une surveillance particulière sera assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires des rejets.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

4-5-2 – Prévention des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de la station de traitement des eaux usées.

4-5-3 – Prévention des nuisances sonores

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

4-6 – Contrôle de l'accès

L'ensemble des installations de la station de traitement des eaux usées doit être délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public sera clairement signalée. Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages ne doivent pas avoir libre accès à la station de traitement des eaux usées.

ARTICLE 5 – AUTOSURVEILLANCE DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

5-1 – Autosurveillance du système de collecte

Le maître d'ouvrage vérifie la qualité des branchements particuliers en réalisant chaque année un bilan des extensions de réseau et des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits de curage et de décantation du réseau. Ces éléments sont tenus à disposition du service de police de l'eau.

Aucun point de déversement du réseau de collecte n'est soumis à autosurveillance.

La recherche d'H2S est effectuée si nécessaire à l'entrée de la station et aux points caractéristiques du réseau. Elle est assortie de mesures permettant de réduire les effets malodorant, toxique et corrosif de cet élément.

5-2 – Autosurveillance du système de traitement

5-2-1 – Dispositions générales

La station de traitement des eaux usées doit être aménagée de manière à permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des charges hydrauliques et organiques, y compris sur les sorties d'eaux usées intervenant en cours de traitement.

Les équipements mis en place doivent permettre de recueillir les informations d'autosurveillance suivantes :

Ouvrage	Informations à recueillir
Déversoir en tête de station	Estimation des débits déversés
Entrée de la file eau	Mesure et enregistrement en continu des débits Mesure des caractéristiques des eaux usées (voir paramètres mentionnés dans le tableau suivant)
Sortie de la file eau	Mesure des caractéristiques des eaux usées (voir paramètres mentionnés dans le tableau suivant)
Boues évacuées	Quantité brute, quantité de matières sèches, mesure de la qualité et destination
Déchets évacués hors boues	Nature, quantité et destinations
Énergie	Puissance consommée

La mesure des caractéristiques des eaux usées en entrée et en sortie de la station (sur des échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, est réalisée avec des préleveurs automatiques réfrigérés, isothermes (5° +/- 3) et asservis au débit. Le maître d'ouvrage doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Le recours à des préleveurs mobiles est autorisé.

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doit être enregistré sur un **registre d'exploitation**. Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles devront être accessibles.

5-2-2 – Fréquences d'autosurveillance

La fréquence des mesures à réaliser en entrée et en sortie de station est indiquée dans le tableau ci-dessous en fonction des paramètres.

Paramètres	Fréquence des mesures
Débit d'entrée	Tous les jours
pH	1 fois par an
Température	1 fois par an
DBO5	1 fois par an
DCO	1 fois par an
MES	1 fois par an
NTK	1 fois par an
NH4+	1 fois par an
NO2-	1 fois par an
NO3-	1 fois par an
Pt	1 fois par an
Boues évacuées	Cf arrêté du 8 janvier 1998

Les résultats des mesures réalisées durant le mois N sont transmis au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau dans le courant du mois N+1 par voie électronique et au format SANDRE (Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau). Les données pluviométriques relevées sur le site de la station de traitement des eaux usées de Vivonne seront intégrées au fichier SANDRE. Le cas échéant, cette transmission

concerne également les résultats des mesures d'autosurveillance réalisées dans le cadre des autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques. Dès la mise en service de l'application informatique VERSEAU, le maître d'ouvrage transmet ces données via cette application accessible à une adresse disponible auprès du service en charge du con trôle.

En complément des mesures précitées, des tests hebdomadaires (52 tests par an) seront réalisés en sortie de station de traitement des eaux usées pour mesurer les paramètres $NH4^{+}$, NO3- et $PO4^{3-}$.

5-2-3 – Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Doivent être tenus à disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau :

- le **registre d'exploitation** décrit à l'article 2-3-3
- un **cahier de vie du système d'assainissement** tenu par l'exploitant décrivant de façon précise :

❶ *Description, exploitation et gestion du système d'assainissement*

➔ un plan et une description du système d'assainissement, comprenant notamment la liste des raccordements non domestiques sur le système de collecte ;
➔ un programme d'exploitation sur dix ans du système d'assainissement ;
➔ l'organisation interne du ou des gestionnaires du système d'assainissement.

❷ *Organisation de la surveillance du système d'assainissement*

➔ les modalités de mise en place de l'autosurveillance ;
➔ les règles de transmission des données d'autosurveillance ;
➔ la liste des points équipés ou aménagés pour l'autosurveillance et le matériel utilisé ;
➔ les méthodes utilisées pour le suivi ponctuel régulier ;
➔ l'organisation interne du ou des gestionnaires du système d'assainissement.

❸ *Suivi du système d'assainissement*

➔ l'ensemble des actes datés effectués sur le système d'assainissement ;
➔ les informations et résultats d'autosurveillance ;
➔ la liste des événements majeurs survenus sur le système d'assainissement (panne, situation exceptionnelle…) ;
➔ une synthèse annuelle du fonctionnement du système d'assainissement ;
➔ une synthèse des alertes (article 7-2-2 du présent arrêté) ;
➔ **les documents justifiant de la destination des boues.**

Ce cahier de vie devra être établi pour la mise en service de la station. Il est transmis pour information à l'agence de l'eau ainsi qu'au service en charge du contrôle et est régulièrement mis à jour.

5-2-4 – Contrôles inopinés

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement auront libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Le service de police de l'eau peut procéder à des contrôles inopinés du respect des prescriptions du présent arrêté, et notamment des valeurs limites fixées par l'autorité administrative. Un double de l'échantillon d'eau prélevé est remis à l'exploitant immédiatement après le prélèvement. En cas d'expertise contradictoire, l'exploitant a la charge d'établir que l'échantillon qui lui a été remis a été conservé et analysé dans des conditions garantissant la représentativité des résultats. Le service de police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

5-2-5 – Surveillance du milieu récepteur

En complément des mesures réglementaires d'autosurveillance des effluents rejetés par la station de traitement des eaux usées, le maître d'ouvrage devra réaliser des mesures de débit et de qualité physico-chimique du cours d'eau «Le Jupiter », en période d'étiage de juillet à octobre (**1 mesure par an**).

Ces mesures seront réalisées sur une période de **3 ans** à compter de la date de mise en service de la station de traitement des eaux usées Les prélèvements ponctuels effectués devront être réalisés le même jour que le bilan 24 h réalisé en entrée et en sortie de la station de traitement des eaux usées. Un **point zéro** sera réalisé avant la mise en service des nouveaux ouvrages.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

- Débit du cours d'eau
- Mesures in situ : pH, O2, % O2, conductivité à 25 °C, T° de l'Eau, T° de l'air
- Analyses chimiques : DCO, COD; MES, DBO5, NH4, NO3, NO2, PO4, Pt

Les mesures seront effectuées en 2 points à valider avec l'Agence Française pour la Biodiversité :

- en amont du rejet de la station de traitement des eaux usées
- en aval (après zone de dilution) du rejet de la station de traitement des eaux usées

Une attention particulière sera donnée pour ne pas perturber l'écoulement du cours d'eau et éviter la mise en suspension des sédiments.

Pour les paramètres physico-chimiques, les prélèvements d'eau dans les cours d'eau seront réalisés conformément à la norme ISO 5667-6 « Guide pour l'échantillonnage des rivières et des cours d'eau ».
Le bilan annuel de ces mesures et relevés sera transmis au service de police de l'eau, avec le bilan prévu à l'article 7-3-1. Ce document comprendra *a minima* les éléments suivants :

- carte permettant de localiser la station et les points de prélèvement
- les photos des points de prélèvement des mesures
- les conditions de prélèvements (étiage, moyennes eaux…)
- les résultats des mesures
- les interprétations de l'impact du rejet sur le milieu récepteur en faisant le lien si possible avec l'efficacité du fonctionnement de la station

Afin d'estimer l'incidence du rejet sur la qualité du cours d'eau entre l'amont et l'aval de la station de traitement des eaux usées, un bilan sera réalisé à l'issue des 3 années de mesures et présenté au cours d'une réunion entre le maître d'ouvrage et le service de police de l'eau, l'Agence Française pour la Biodiversité, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le Conseil Départemental.

En cas de dégradation avérée de la qualité du cours d'eau du fait du rejet de la station, le service de police de l'eau pourra demander des mesures compensatoires au maître d'ouvrage (amélioration de l'habitat, amélioration de la continuité écologique…).

ARTICLE 6 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX BOUES ET AUX SOUS-PRODUITS

Le syndicat Eaux de Vienne – SIVEER doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets (boues, graisses, sables, refus de dégrillage …), qui seront éliminés selon une filière conforme à la réglementation. Cette disposition s'applique également aux déchets liés à la destruction des anciens ouvrages.

Ces déchets, lorsqu'ils ne peuvent être valorisés, sont éliminés dans des installations réglementaires permettant d'assurer la protection de l'environnement (dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés).

Les destinations des déchets ainsi que tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets doivent être signalés au service de police de l'eau, dès que le maître d'ouvrage ou l'exploitant en a connaissance.

Les graisses, sables, produits de curage et décantation des réseaux sont traités et éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Les quantités et destinations sont consignées dans le registre d'exploitation.

Les produits de dégrillage sont compactés, puis stockés et transférés vers un centre réglementaire de traitement des ordures ménagères. Les roseaux doivent être faucardés puis évacués vers une filière d'élimination réglementaire au moins une fois par an. En cas de valorisation agricole des boues de la station de traitement des eaux usées, les épandages ne pourront être réalisés que sur les parcelles agricoles d'un plan d'épandage réglementaire, validé par le service de police de l'eau. Les déchets et résidus produits par la station de traitement des eaux usées sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

ARTICLE 7 – INFORMATIONS ET TRANSMISSIONS OBLIGATOIRES

7-1 -Transmissions préalables

7-1-1 – Périodes d'entretien

Le service de police de l'eau doit être informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles de l'installation et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur devront lui être précisées.

Des dispositions de surveillance renforcée sont prises par le maître d'ouvrage permettant a minima d'estimer le flux de matières polluantes rejetées au milieu naturel pendant l'opération, ainsi que l'impact de rejet sur le milieu récepteur.

Le service de police de l'eau peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations ou prescrire des mesures visant à en réduire les effets.

7-1-2 – Modification des installations

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du service de police de l'eau avec tous les éléments d'appréciation. Des prescriptions complémentaires pourront être formulées.

7-2 -Transmissions immédiates

7-2-1 – Incident grave – Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement doit être signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement à partir du réseau de collecte, notamment des postes de relèvement, doit être signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

7-2-2 – Dépassements des valeurs limites fixées par l'arrêté

L'exploitant doit signaler les dépassements des seuils fixés par l'arrêté dans les meilleurs délais au service de police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Si ces rejets sont susceptibles d'avoir un impact sanitaire sur des usages sensibles à l'aval, le maître d'ouvrage alerte immédiatement le responsable de ces usages et l'agence régionale de santé.

7-3 – Transmissions annuelles

7-3-1 – Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

L'exploitant doit transmettre tous les ans au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau **au plus tard le 1er mars de l'année N+1** :

- un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ;
- les éléments relatifs à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites, boues évacuées…) ;

- les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs (quantité, qualité) : matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels… ;
- la consommation d'énergie et de réactifs ;
- un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles…) ;
- une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente mentionnés à l'article 5-2 ci-dessus ;
- un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ;
- un bilan des alertes effectuées par le maître d'ouvrage (article 7-2) ;
- les éléments du diagnostic du système d'assainissement mentionné à l'article 2-4-4 ci-dessus ;
- la liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.

7-3-2 – Filière BOUES

Si les boues de la station de traitement des eaux usées sont valorisées dans le cadre d'un plan d'épandage réglementaire, alors les documents réglementaires du suivi agronomique des épandages devront être transmis régulièrement au service de police de l'eau.

ARTICLE 8 – PHASE DE TRAVAUX

8-1 – Continuité de traitement des eaux usées

La station de traitement des eaux usées actuelle doit assurer une continuité de traitement pendant toute la durée de construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées, conformément au dossier de déclaration, sans entraîner de pollution du milieu récepteur.

8-2 – Prescriptions pour les travaux

Des procédures de chantiers seront mises en œuvre pendant la phase travaux afin d'éviter tout déversement de substances polluantes dans le milieu récepteur, en réalisant :

- l'assainissement provisoire du chantier,
- la décantation des eaux de chantier avant rejet,
- l'installation d'aires étanches spécifiques pour le stationnement et l'entretien des engins de travaux,
- la mise en place de dispositifs de sécurité liés au stockage de carburants, huiles et matières dangereuses et vis-à-vis de toute pollution accidentelle : des systèmes de rétention seront mis en place là où ils s'avèrent nécessaires.

Pendant toute la durée du chantier, des équipements destinés à lutter contre les pollutions accidentelles de toutes origines seront maintenus disponibles en permanence sur le site.

Le pétitionnaire doit également prendre des mesures pour maintenir les routes praticables et les entretenir si nécessaires. Il met en place les signalisations réglementaires.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le maître d'ouvrage devra prévenir au moins sept jours à l'avance le service de police de l'eau de la date de commencement des travaux.

Les agents du service de police de l'eau auront libre accès au chantier pour surveiller les travaux.

Le maître d'ouvrage devra informer le service de police de l'eau sur la date de mise en service des ouvrages dans un délai maximum d'un mois suivant cette date de mise en service.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

La modification des prescriptions spécifiques de cet arrêté peut être demandée par le déclarant postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut être également imposée par le préfet sur le fondement du troisième alinéa II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 – CARACTÈRE DE L'ARRÊTÉ

Si les principes mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut imposer, par arrêté, toutes prescriptions spécifiques nécessaires.

Faute par le déclarant de se conformer aux dispositions prescrites dans les délais fixés, le préfet pourra prononcer le retrait du présent arrêté, et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du déclarant tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation du système d'assainissement, fait l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE L'INSTALLATION

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut fixer des prescriptions complémentaires ou exiger une nouvelle demande de déclaration, conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

ARTICLE 13 – REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Dans le cas où le présent arrêté viendrait à être retiré, un arrêté préfectoral devra être pris prescrivant la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourants à la gestion équilibrée de la ressource en eau. En cas de non-exécution, il y sera pourvu d'office aux frais du déclarant. Le service de police de l'eau pourra cependant, s'il le juge utile, accepter le maintien partiel ou total des installations.

En cas de retrait de l'arrêté, de mise hors service ou de suppression de l'exploitation, l'exploitant ou à défaut le propriétaire de l'installation concernée est tenu jusqu'à la remise en service ou la reprise de l'activité de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'installation, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il a la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau. Si ces dispositions ne sont pas prises, il pourra être fait acte des procédures prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 14 – DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

Tout incident ou accident intéressant l'installation de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L. 211-5 du dit code.

ARTICLE 15 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 16 – AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente déclaration ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 17 – SANCTIONS

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles suivants du code de l'environnement : L.171-6 à L.171-12, L.216-3 à L.216-13 et R.216-12 à R.216-14.

ARTICLE 18 – PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de Marçay pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Vienne pendant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 19 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par le déclarant dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre mois dans les conditions des articles L.214-10 et L.514-6 du code de l'environnement à compter du premier jour de l'affichage en mairie de Marçay.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 20 – EXÉCUTION

La Préfète de la Vienne,
Le Président du syndicat eaux de Vienne – SIVEER,
Le Maire de la commune de Marçay,
Le Directeur départemental des territoires de la Vienne,
Le Chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité,
Le Commandant du groupement de gendarmerie de la Vienne,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Poitiers, le 26 avril 2018

Pour la préfète et par délégation,
L'adjoint à la responsable du service eau et biodiversité

Thierry GRIGNOUX

Direction départementale des territoires

86-2018-04-23-004

Portant dérogation à l’interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la société des transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais à CHATELLERAULT (86).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires
de la Vienne
Service Prévention des Risques et d'Animation Territoriale
Cadre de Vie Sécurité Routière

DÉROGATION PREFECTORALE À TITRE TEMPORAIRE

Portant dérogation à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la société des transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais à CHATELLERAULT (86).

Préfète de La Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté n° 2018 - DDT - 236

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le Code de la route, notamment son article R. 411-18 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes et notamment son article 5 - II paragraphe 3;

Vu l'arrêté n° 2018 SG-DCPPAT 10 en date du 3 avril 2018 donnant délégation de signature de madame la Préfète à Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Vienne ;

Vu la décision n° 2018 - DDT - 17 en date du 3 avril 2018, donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;

Vu la demande présentée le 10 avril 2018 par la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE;

Considérant que la circulation des véhicules exploités par la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE pour le compte de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais est destinée à assurer le transport des déchets pour l'évacuation des déchetteries;

Sur proposition du directeur départemental des territoires;

ARRÊTE

Article premier

Les véhicules exploités par la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE domiciliée à 5, rue de l'Europe, à CHEMILLE 49 120, dont les caractéristiques figurent en annexe au présent arrêté, sont autorisés à circuler en dérogation à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015 relatif aux interdictions de circulation complémentaires des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC.

Article 2

Cette dérogation est accordée les samedis 21 et 28 juillet 2018 ainsi que les samedis 4,11 et 18 août 2018 pour le transport de déchets ménagers et déchets verts pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais au départ:

- 1°) Quai de transfert de Châtellerault (86) sur la zone industrielle de Nonnes vers le site de la SITA à Sommières du Clain (86 160)

- 2°) Quai de transfert de Châtellerault (86) sur la zone industrielle de Nonnes vers le site de la SITA Sud-Ouest 13, rue Edouard Branly – ZI de St Eloi à Poitiers (86 000)

Article 3

Le responsable du véhicule doit pouvoir justifier, en cas de contrôle auprès des agents de l'autorité compétente, de la conformité du transport effectué au regard des dispositions de la présente dérogation.

Une copie du présent arrêté et de son annexe, doit se trouver à bord du véhicule.

Article 4

Les autorités préfectorales compétentes, sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable légal de la société des Transports MAUFFREY PAYS DE LOIRE.

Fait à Poitiers, le 23 avril 2018

la préfète de la Vienne,

pour la préfète et par délégation,

le directeur départemental adjoint des territoires par intérim

pour le directeur départemental adjoint des territoires

le responsable du Cadre de Vie Sécurité Routière

François BERNERON

ANNEXE

À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018 - DDT – 236 en date du 23 avril 2018

Article R. 411-18 du Code de la route – Article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015

Dérogation aux interdictions de circulations complémentaires prévues par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2017

VÉHICULES CONCERNÉS

TRACTEUR N° IMMATRICULATION	REMORQUE N° IMMATRICULATION
EN 780 ZS	CA 874 HX
EM 260 FP	AT 698 DM
ER 665 GW	BZ 215 PD
EH 514 ZY	BZ 362 PD
DN 418 JT	BN 285 FH
DQ 247 XY	CC 803 KM
CT 520 YJ	
EQ 239 GX	

ITINÉRAIRES CONCERNÉS

DÉPARTEMENT DE DÉPART (préciser à vide ou en charge)	DÉPARTEMENT DE CHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE DÉCHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE RETOUR (préciser à vide ou en charge)
VIENNE (86) Quai de transfert Châtellerault sur la zone industrielle de Nonnes (86)	VIENNE (86) Quai de transfert Châtellerault sur la zone industrielle de Nonnes (86)	VIENNE Site SITA Sommières du Clain (86) VIENNE Site SITA Poitiers (86)	VIENNE (86) Quai de transfert Châtellerault sur la zone industrielle de Nonnes (86)

Dérogation Préfectorale à titre temporaire valable :

les samedi 21 et 28 juillet ainsi que les samedis 4,11, et 18 août 2018

Une copie de l'arrêté préfectoral et son annexe doivent se trouver à bord du véhicule et pouvoir être présentés aux agents chargés du contrôle.

Direction départementale des territoires

86-2018-04-25-001

Portant dérogation préfectorale à titre temporaire à l’interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la société VEOLIA Propreté domiciliée à ITEUIL (86).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction Départementale des Territoires
de la Vienne
Service Prévention des Risques et d'Animation Territoriale
Cadre de Vie Sécurité Routière

DÉROGATION PREFECTORALE À TITRE TEMPORAIRE

Portant dérogation préfectorale à titre temporaire à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes pour les véhicules de plus de 7,5 tonnes de PTAC exploités par la société VEOLIA Propreté domiciliée à ITEUIL (86).

Préfète de La Vienne,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° 2018 - DDT - 245

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le Code de la route, notamment son article R. 411-18 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes et notamment son article 5;

Vu l'arrêté n° 2018 SG-DCPPAT - 10 en date du 3 avril 2018 donnant délégation de signature de madame la Préfète à Monsieur le Directeur Départemental adjoint des territoires de la Vienne par intérim;

Vu la décision n° 2017 - DDT - 17 en date du 3 avril 2018 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires ;

Vu la demande présentée le 11 avril 2018 par VEOLIA Propreté Poitou-Charentes;

Considérant que la circulation des véhicules exploités par la société VEOLIA est destinée à contribuer à l'exécution de services publics ou de services d'urgence afin de répondre à des besoins collectifs immédiats et à assurer le transport des déchets pour l'évacuation des centres hospitaliers, déchetteries;

Sur proposition du directeur départemental des territoires;

ARRÊTE

Article premier

Les véhicules exploités par la société VEOLIA domiciliée à Z.I. de la Galonnière à ITEUIL 86 240, dont les caractéristiques figurent en annexe au présent arrêté, sont autorisés à circuler en dérogation aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015 relatif aux interdictions de circulation générales et complémentaires des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC.

Article 2

Cette dérogation accordée sur l'ensemble du réseau routier de CC Grand Poitiers, CC Vienne et Moulière, CC Mirebalais, CC Chatelleraudais, CC Lencloitrais, CC de la Vallée du Clain, CHU de Poitiers, Polyclinique de Poitiers Grand Large, Centre de tri SITA et usine d'incinération de Poitiers St Eloi est valable du 25 avril 2018 au 24 avril 2019.

Article 3

Le responsable du véhicule doit pouvoir justifier, en cas de contrôle auprès des agents de l'autorité compétente, de la conformité du transport effectué au regard des dispositions de la présente dérogation.

Une copie du présent arrêté et de son annexe, doit se trouver à bord du véhicule.

Article 4

Les autorités préfectorales compétentes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable légal de la société VEOLIA.

Fait à Poitiers, le 25/04/2018

la préfète de la Vienne,
pour la préfète et par délégation,
le directeur départemental afjoint des territoires
pour le directeur départemental adjoint des territoires
Le Responsable du Cadre de vie Sécurité Routière

François BERNERON

ANNEXE

À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018 - DDT - 245 du 25 avril 2018

Article R. 411-18 du Code de la route – Article 5 de l'arrêté interministériel du 2 mars 2015

Dérogation préfectorale à titre temporaire aux interdictions de circulations générales et complémentaires prévues par les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2015

VÉHICULES CONCERNÉS

TYPE	MARQUE	PTAC / PTRA	N°IMMATRICULATION
H86PM2F	MAN	19000	CA 625 DG
H89PM10R	MAN	26 100	CP 175 BC
N05P10C4C	MAN	10 000	CM 873 LB
YS2P6X2	SCANIA	26 150	EJ 372 XY
B2G64Z41S	SCANIA	26 150	CM 706 LB
B1G42X	SCANIA	19 150	CM 976 LB
B1G62A	SCANIA	26 150	CM 028 LC
B1G62A43S	SCANIA	26 150	CM 659 LB
B3G62A41S	SCANIA	26 000	BZ 929 NS
N331C0059	SCANIA	26 000	CM 700 XM
N331C0059	SCANIA	26 000	CM 676 XM
N331C0059	SCANIA	26 000	CL 734 KQ
N331C0059	SCANIA	26 000	CL 755 KQ
22CVA9A	RENAULT	26 000	EF 974 NX
N331C0059	RENAULT	15 000	AX 098 SH
RD19WJMA	SAMRO REMORQUE	19 000	CM 921 LB
VK1R2A06MTJE	SAMRO REMORQUE	19 000	CY 895 XM
VK1R2A06MTJE	SAMRO REMORQUE	19 000	CY 109 XN

ITINÉRAIRES CONCERNÉS

DÉPARTEMENT DE DÉPART (préciser à vide ou en charge)	DÉPARTEMENT DE CHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE DÉCHARGEMENT	DÉPARTEMENT DE RETOUR (préciser à vide ou en charge)
Vienne	Vienne	Toutes interventions sur les secteurs définis ci dessous	Vienne

Dérogation préfectorale à titre temporaire valable : du 25 avril 2018 au 24 avril 2019

Interventions sur les secteurs suivants :

CC Grand Poitiers – CC Vienne et Moulière – CC Mirebalais – CC Chatelleraudais – CC Lencloitrais – CC Vallée du Clain – CHU de Poitiers – Polyclinique Poitiers Grand Large – Centre de tri SITA et usine d'incinération Poitiers St Eloi

Une copie de l'arrêté préfectoral et son annexe doivent se trouver à bord du véhicule et pouvoir être présentés aux agents chargés du contrôle.

Direction départementale des territoires

86-2018-04-23-003

Portant réglementation de la circulation routière de l'Autoroute A10 pour la fermeture complète de la bretelle de sortie du diffuseur de Poitiers Nord (N°29) au vu des travaux d’entretien de chaussée.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction départementale des territoires de la Vienne

Service Prévention Risques et d'Animation Territoriale
Cadre de Vie Sécurité Routière

ARRETE N° 2018 DDT 234

Portant réglementation de la circulation routière de l'Autoroute A10 pour la fermeture complète de la bretelle de sortie du diffuseur de Poitiers Nord (N°29) au vu des travaux d'entretien de chaussée.

Préfète de la Vienne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le code de la route, notamment ses articles R.411.9 et R 411.18 ;

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967, modifié par l'arrêté du 5 novembre 1992, et notamment la 8ème partie relative à la signalisation temporaire, approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie-signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 15 juillet 1974 ;

VU les décrets n° 85 - 807 du 30 juillet 1985, n° 86 - 475 du 14 mars 1986 et n° 86 - 476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière ;

VU la loi 55 - 435 du 18 avril 1955 modifiée portant statut des autoroutes et le décret du 27 décembre 1956 portant réglementation d'administration publique pris pour son application ;

VU le décret du 12 mai 1970 approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des Autoroutes "L'AQUITAINE" (A.10) PARIS - POITIERS et "L'OCÉANE" (A.11) PARIS - LE MANS ;

VU la convention de concession à la Société COFIROUTE et le cahier des charges annexé ;

VU l'arrêté n° 2018 - SG – DCPPAT - 10 en date du 3 avril 2018 donnant délégation de signature de Madame la Préfète à Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Vienne ;

VU la décision 2018 - DDT - 17 en date du 3 avril 2018, donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Description

Dans le cadre de l'entretien de sa chaussée, Cofiroute doit procéder à une réparation urgente dans la bretelle de sortie en provenance de Bordeaux du diffuseur n° 29 Poitiers Nord.

Sa fermeture est nécessaire pour la sécurité des usagers et de l'entreprise lors de l'intervention.

ARTICLE 2 : Calendrier

Les travaux auront lieu le mardi 24 avril 2018 de 10h00 à 15h00.

ARTICLE 3 : Déviation de circulation

Fermeture de la bretelle de sortie n°29 en provenance de Bordeaux

Une déviation sera mise en place via la sortie au diffuseur de Poitiers Sud (n°30) par la RD910 pour rejoindre le nord de Poitiers

ARTICLE 4 : Contraintes d'exploitation

4.1 – Trafic

Le chantier entrainant une diminution de voie, le débit à écouler au niveau des zones de travaux pourra être supérieur à 1200 v/h sur la voie empruntée par le trafic.

4.2 – Interdistances

Afin d'assurer la continuité des travaux à proximité de ces opérations, l'interdistance avec d'autres chantiers, devra être au minimum de :

- sans interdistance si l'un des 2 chantiers ne neutralise pas de voie de circulation
- sans interdistance si l'un des chantiers par la création d'un dévoiement reconduit le nombre de voies circulées
- 5 km lorsque les 2 chantiers ne laissent libre qu'une voie de circulation ou si l'un des 2 chantiers entraîne un basculement de trafic et l'autre une neutralisation d'une voie de circulation
- 10 km lorsque les 2 chantiers entraînent un basculement de trafic quelle que soit la chaussée concernée

ARTICLE 5 : Signalisation

La signalisation de chantier sert assurée par la société COFIROUTE. Elle sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.
Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera constatée par des agents ou fonctionnaires dûment assermentés, préposés à la police de la circulation et poursuivie conformément à la loi.

ARTICLE 6 :

En cas d'intempéries ou d'événements fortuits, la date de réalisation des travaux pourra être différée après concertation, en respectant les jours hors chantier.

ARTICLE 7 :

Copie conforme du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne - 1, place Aristide BRIAND - 86021 POITIERS CEDEX ;

Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Vienne - 20, rue de la Providence - 86020 POITIERS CEDEX ;

Monsieur le Président du Conseil départemental de la Vienne, Direction des Routes – 1, avenue du Futuroscope Bâtiment Arobase 3 - Téléport 1 - 86360 Chasseneuil du Poitou;

Monsieur le Directeur Régional TOURAINE/POITOU de la Société COFIROUTE - B.P. 10331-37173 CHAMBRAY-LES-TOURS CEDEX ;

Monsieur le Commandant de l'Escadron Départemental la Sécurité Routière de la Vienne (EDSR) – Caserne du Sous Lieutenant Coustant - 8 rue Logerot BP 649 - 86023 POITIERS Cedex ;

Monsieur le Commandant du peloton de Gendarmerie Autoroutière de CHATELLERAULT;

Monsieur le Commandant de la C.R.S. N° 18 - 86000 POITIERS ;

Monsieur l'Inspecteur Départemental de Service Incendie et de Secours du Département de la Vienne - 22 rue de la Croix Blanche 86360 CHASSENEUIL DU POITOU ;

Poste Central d'Information COFIROUTE ;

Centre d'exploitation de COFIROUTE La Glandé 86530 NAINTRE

FNTR - 15, rue Norman Borlaug Centre Routier BP21 - 79260 LA CRECHE

OTRE - Les Pyramides Centre Routier- 79260 LA CRECHE

TLF OUEST - 10 rue de la rainière BP23939-Parc club Perray - 44339 NANTES CEDEX 3

Fait à POITIERS, le 23 avril 2018

Pour la Préfète du département de la Vienne
et par Délégation,
Pour le Directeur Départemental des territoires
Le Responsable du Cadre de Vie Sécurité Routière

F. BERNERON

DRFIP

86-2018-04-18-001

Avenant convention de délégation du 19 décembre 2017

Avenant convention de délégation

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE DELEGATION

Ce présent avenant a pour objet de modifier l'article 1er de la convention de délégation signée le 19 décembre 2017 entre la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle-Aquitaine et la Direction départementale des finances publiques de la Vienne.

Cet article 1er est ainsi modifié :

Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses relevant des programmes 102, 103, 111, 134, 155, 159, 333 et 723.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

La délégation de gestion porte sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses précisés dans les articles ci-dessous.

Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire visé par l'ordonnateur secondaire de droit précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités de fonctionnement entre les services.

Fait, à Bordeaux

Le 18/04/2018.

ARRIVEE

20 AVR. 2

Service DEPEN.

Le délégant

Isabelle NOTTER,

Directrice régionale

DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine

Le délégataire,

Bruno MONTMUREAU,

Chef du pôle stratégie,
Pilotage, qualité, risques
et ressources

DDFIP de la Vienne

OSD par délégation du Préfet de la
Nouvelle-Aquitaine et de la Gironde
en date du 12 décembre 2017

Visa du Préfet

Le Préfet de Région

Didier LALLEMENT

Visa de la Préfète

La Préfète de la Vienne,

Isabelle DILHAC

PREFECTURE de la VIENNE

86-2018-04-16-017

Arrêté n° 2018-DCL-BSA-18 portant autorisation de création d'un centre provisoire d'hébergement (CPH) dans le département de la Vienne

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Bureau du séjour et de l'asile
Section asile

Arrêté n° 2018-DCL-BSA-18

portant autorisation de création d'un Centre Provisoire d'Hébergement (CPH) dans le département de la Vienne

LA PRÉFÈTE DE LA VIENNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles :
- L.311-3 et suivants relatifs aux droits des usagers,
- L.312-1 et suivants relatifs aux établissements sociaux et médico-sociaux, .
- L.313-1 à L.313-9 relatifs aux régimes d'autorisation,
- R.313-1 à R.313-10 et D.314-11 à D.313-14 relatifs aux conditions d'autorisation, de création, d'extension ou de transformation des établissements sociaux et médico-sociaux,
- L.349-1 et suivants relatifs aux centres provisoires d'hébergement ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu la loi n°2002–2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu les décrets n° 2010-870 du 26 juillet 2010 et n°2014-565 relatifs à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2016-253 du 2 mars 2016 relatif aux centres provisoires d'hébergement des réfugiés et des bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

Vu l'information du 2 août 2016 relative aux missions et au fonctionnement des centres provisoires d'hébergement (CPH) et des autres dispositifs d'hébergement destinés aux bénéficiaires d'une protection internationale ;

Vu l'information NOR INTV 1727351J du 2 octobre 2017 relative aux appels à projets départementaux pour la création de 3 000 nouvelles places en CPH ;

Vu l'appel à projets publié le 10 octobre 2017 par la Préfecture de la Vienne pour la création de places en CPH dans le département de la Vienne;

Vu la réponse à l'appel à projets de l'association COALLIA, reçue le 8 décembre 2017 à la Préfecture de la Vienne ;

Vu la décision du Ministère de l'Intérieur, direction de l'asile, de retenir, dans le cadre de la sélection nationale des projets de créations de places de CPH, le projet déposé par l'association COALLIA pour la création d'un CPH de 50 places dans le département de la Vienne ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne :

Article 1er : L'association COALLIA, dont le siège social est situé 16/18 Cour Saint Eloi 75592 PARIS cedex 12, est autorisée à créer un centre provisoire d'hébergement (CPH) dans le département de la Vienne à compter du 30 avril 2018.

Article 2 : La capacité d'accueil de l'établissement est fixée à 50 places.

Article 3 : Le CPH COALLIA du département de la Vienne fera l'objet ultérieurement d'une visite de conformité aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement par l'autorité administrative compétente.

Article 4 : En application de l'article L.313-1 alinéa 4, cette autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats des évaluations interne et externe.

Article 5 : Les règles de fonctionnement du CPH COALLIA du département de la Vienne seront définies ultérieurement par une convention conclue entre l'État et l'association gestionnaire.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Poitiers le 16 AVR. 2018

La Préfète,

Isabelle DILHAC

Préfecture de la Vienne - Place Aristide Briand - CS. 30589 – 86021 POITIERS
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 – Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Internet : www.vienne.pref.gouv.fr
Jours et horaires d'ouverture consultables sur notre site Internet

PREFECTURE de la VIENNE

86-2018-04-26-003

Arrêté préfectoral portant renouvellement du plan de gestion de la réserve naturelle nationale du Pinail pour la période 2018-2027

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA VIENNE

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
de Nouvelle-Aquitaine

Arrêté
portant renouvellement du plan de gestion de la réserve naturelle nationale du Pinail pour la période 2018-2027

La Préfète de la Vienne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le chapitre II du titre III du livre III relatif aux espaces naturels,

Vu le décret n°80-135 du 30 janvier 1980 portant création de la réserve naturelle nationale du Pinail,

Vu la convention du 16 janvier 1989 entre le Préfet de la Vienne et l'association pour la gestion de la réserve naturelle du Pinail (GEREPI) désignant GEREPI comme gestionnaire de la réserve naturelle du Pinail,

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL/RNN/86-2017-10-24-001 renouvelant la composition du comité consultatif de la réserve naturelle nationale du Pinail,

Vu la circulaire du 30 septembre 2010 relative aux procédures de classement et de gestion des réserves naturelles nationales,

Vu l'avis favorable du Comité Consultatif de la réserve naturelle nationale du Pinail qui s'est tenu le 1er février 2018,

Vu l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Nouvelle-Aquitaine en date du 17 janvier 2018,

Vu la consultation du public sur le projet de plan de gestion, menée sur le site internet de la DREAL du 14 mars au 4 avril 2018 et l'absence de remarques ;

Considérant l'évaluation du plan de gestion 2011-2015 de la réserve naturelle nationale du Pinail et qu'il convient de procéder au renouvellement de ce plan de gestion pour la période 2018-2027,

Considérant que les objectifs et les opérations définis dans le plan de gestion répondent aux enjeux de préservation et de conservation qui ont motivé la création de la réserve naturelle nationale du Pinail,

Sur proposition de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,

ARRÊTE

Article 1
Le plan de gestion 2018-2027 de la réserve naturelle nationale du Pinail, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2
Le gestionnaire de la réserve naturelle nationale est responsable de la mise en œuvre du présent plan de gestion.

Il doit rendre compte de la réalisation du plan de gestion et de son évaluation dans le cadre du rapport d'activité annuel présenté au comité consultatif de la réserve naturelle nationale et à la DREAL.

L'évaluation globale à mi-parcours du plan de gestion sera soumise à l'avis du comité consultatif et du conseil scientifique régional du patrimoine naturel de la région Nouvelle-Aquitaine.

Article 3

Le plan de gestion de la réserve naturelle nationale du Pinail est mis à disposition du public sur le site internet de la réserve (www.reserve-pinail.org).

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine et le gestionnaire de la réserve naturelle nationale du Pinail sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Vouneuil sur Vienne, le 26 avril 2018

La Préfète de la Vienne,

Isabelle Dithac

UT DIRECCTE

86-2018-04-26-002

Subdélégation de signature en matière d'inspection du travail de la Responsable de l'Unité Départementale de la Vienne de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la Région Nouvelle-Aquitaine

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Direction régionale
des entreprises, de la concurrence,
de la consommation,
du travail et de l'emploi
de la Nouvelle-Aquitaine

Unité départementale de
La Vienne

Direction
6, allée des anciennes serres
86280 SAINT BENOIT

SUBDELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE D'INSPECTION DU TRAVAIL

DE LA RESPONSABLE DE L'UNITE DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE
DE LA DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

DU 26 AVRIL 2018

N° 2018-04-UD86

La responsable de l'unité départementale de la Vienne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-1 et R 8122-2 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel du 1er janvier 2016 portant nomination de Madame Isabelle NOTTER, en qualité de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes,

Vu les décisions n° 2017-018 du 8 février 2017 et n° 2017-T-NA-12 du 10 juillet 2017 portant délégation de signature aux directeurs d'unité départementale relative aux pouvoirs propres du DIRECCTE en matière d'inspection du travail,

Vu la décision n° 2018-T-NA-15 du 18 avril 2018 de Madame Isabelle NOTTER, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine, portant notamment délégation de signature à Mme Agnès MOTTET, responsable de l'unité départementale de la Vienne de la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine ;

DÉCIDE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Messieurs Guillaume NICOLAS et Charlie GRIGNON, directeurs adjoints du travail, et Madame Sylvie SALORT directrice adjointe du travail, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine, les décisions ci-dessous mentionnées pour lesquelles la directrice de l'unité départementale a reçu délégation de la directrice régionale :

ARTICLES DU CODE DU TRAVAIL ET AUTRES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES	ACTES ET DECISIONS
Egalité professionnelle	
L.1143-3- et D.1143-6	Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle hommes femmes
Conseillers du salarié	
D.1232-4	Préparation de la liste des conseillers du salarié
Rupture conventionnelle individuelle de contrat de travail	
L.1237-14 et R.1237-3	Décision portant homologation ou refus d'homologation, ou irrecevabilité d'une demande de rupture conventionnelle individuelle d'un contrat de travail à durée indéterminée
Groupement d'employeurs	
R.1253-19 et R.1253-22	Décision d'agrément ou de refus d'agrément du groupement d'employeurs
R. 1253-26	Demande de changement de convention collective
R.1253-27, R. 253-28 et R.1253-29	Décision de retrait d'agrément par l'autorité administrative
L.1253-17 et D.1253-7 à D.1253-11	Décision d'opposition à l'exercice de l'activité du groupement
Mesure de l'audience des organisations syndicales entreprises de moins de 11 salariés	
R.2122-21, R.2122-23	Traitement des recours gracieux sur les inscriptions sur les listes électorales
Compte des organisations syndicales	
D.2135-8	Réception des comptes des syndicats professionnels départementaux d'employeurs et de salariés dont les ressources sont inférieures à 230.000 €
Délégué syndical – Représentant section syndicale	
L.2143-11 et R.2143-6	Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical
L.2142-1-2, L.2143-11 et R.2143-6	Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant d'une section syndicale
Accords collectifs et plans d'action	
L.2231-6, D.2231-2, 3 et 4, D.2231-8, L.2232-29-1, L.2242-4, R.2242-1, D.2231-2, L.2281-8	Enregistrement des conventions et accords collectifs de travail, des procès-verbaux de désaccord, des adhésions et dénonciations

L 2242-9 et R 2242-9 à 11	Décisions sur demandes d'appréciation de la conformité à l'article L 2242-8 d'un accord collectif ou d'un plan d'action en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
L.2242-8, R.2242-5 à R.2242-9	Pénalité pour défaut d'accord ou plan d'action en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes: engagement de la procédure contradictoire et décision de non sanction.
L.2242-7 et R.2242-13	Pénalité en cas de manquement à l'obligation de négociation sur la rémunération, le temps de travail et le partage de la valeur ajoutée dans l'entreprise : engagement de la procédure contradictoire et décision de non sanction.
L.4163-1 à 4, et R.4163-4 à 8 anciens, puis L.4162-4 et R.4162-6 à 8	Pénalité pour défaut d'accord ou à défaut, plan d'action de prévention de la pénibilité, dans les entreprises assujetties : engagement de la procédure contradictoire et décision de non sanction.
Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation	
L.2234-4	Décision instituant un observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation au niveau départemental
Comité social et économique	
L.2313-5, R.2313-2	Détermination du nombre et du périmètre des établissements distincts en cas de litige sur la décision de l'employeur prise sur le fondement de l'article L.2313-4
L.2313-8,2313-5	Détermination du nombre et du périmètre des établissements distincts au sein d'une Unité Economique et Sociale en cas de litige sur la décision de l'employeur
L.2314-13, R.2314-3	A défaut d'accord, répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel et répartition du personnel dans les collèges électoraux
L.2316-8	CSE central et CSE d'établissements : en cas de désaccord, répartition des sièges entre les différents établissements et les différents collèges
R.2312-52	Exercice de la mission de surveillance de la dévolution des biens du comité d'entreprise et affectation des biens du CSE en cas de cessation définitive de l'activité de l'entreprise
Comité de groupe	
L.2333-4	Répartition des sièges entre les élus dans les collèges lorsque la moitié au moins des élus d'un ou plusieurs collèges ont été présentés sur des listes autres que syndicales
L.2333-6	Désignation du remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions, dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 2333-4
Comité d'entreprise européen	
L.2345-1, R.2345-1	Décision autorisant ou refusant la suppression d'un comité d'entreprise européen
Règlement des conflits collectifs	
R.2522-14	Avis au préfet sur la nomination des membres de la section départementale de la commission régionale de conciliation

Durée du travail	
L.3121-21 et R.3121-10	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail
L.3121-24 et R.3121-16	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne concernant une entreprise
L.3121-25 et R.3121-14	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire maximale moyenne du travail concernant un secteur d'activité, à l'exception des demandes à portée régionale ou interdépartementale
R.3121-32	Décision de suspension de la faculté de récupération pour des établissements déterminés relevant de professions confrontées à une situation de chômage extraordinaire et prolongé
Durée du travail - Dispositions relevant du code rural	
Art. L. 713-13, R. 713-11 et 12, R.713-25 et 26, R.713-28, R.713-31 et 32, R.713-44 du code rural et de la pêche maritime. Art. L.3121-25, L.3121-24, L.3121-21 du code du travail	Dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne concernant un secteur d'activité agricole, à l'exception des demandes à portée interdépartementale ou régionale
	Dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne concernant une entreprise agricole
	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail, à l'exception des demandes à portée régionale ou interdépartementale
Durée du travail – Transport public urbain de voyageurs	
Art.5 du décret n°2000-118 du 14-02-2000 modifié	En cas de circonstances exceptionnelles, dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne *(entreprises de transport public urbain de voyageurs)*
Intéressement, participation, et épargne salariale	
L. 3313-3 et 4, L.3332-9, L.3345-1, D.3345-5, D.3313-4, D.3323-7 et R.3332-6	Enregistrement des accords d'intéressement et de participation et des plans d'épargne d'entreprise
L.3345-2	Demande de retrait ou de modification de dispositions contraires aux dispositions légales dans un accord d'intéressement, d'un accord de participation ou d'un règlement d'épargne salariale
Santé et sécurité au travail	
L.1242-6 et D.1242-5 L.1251-10 et D.1251-2 L.4154-1, D.4154-3 à D.4154-6	Dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de travail avec une entreprise de travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux
R. 4152-17	Local dédié à l'allaitement : autorisation de dépasser provisoirement le nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis dans un même local
R. 4216-32	Dispense concernant l'aménagement des lieux de travail relativement au risque incendie, explosion et évacuation - maître d'ouvrage
R. 4227-55	Prévention des risques d'incendie et d'explosion : dispense partielle de certaines prescriptions avec mesures compensatoires

R. 4228-8, art. 3 de l'arrêté du 23-07-1947 modifié	Travaux insalubres ou salissants : Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre à disposition des salariés des douches lorsque les travaux s'effectuent en appareil clos
R. 4453-33 et 34	Décision autorisant ou refusant le dépassement des valeurs limites d'exposition aux champs électromagnétiques pour l'utilisation d'IRM à des fins médicales
R. 4462-30 R. 4462-36 R. 4462-36	- Activités pyrotechniques : approbation des études de sécurité ; demande de compléments d'information ; demande d'essais complémentaires nécessaires à l'appréciation des risques ; - dérogation aux dispositions des articles R.4462-10, R.4462-13, R.4462-17 à 21, R.4462-32 - dérogation en cas d'incompatibilité entre les dispositions du code du travail et les exigences fixées par d'autres réglementations en vue de la mise en œuvre d'impératifs de sécurité, avec mesures compensatoires
Art. 8 du décret n° 2005-1325 du 26-10-2005 modifié	Chantier de dépollution pyrotechnique : approbation de l'étude de sécurité
Art. R. 2352-101 du code de la défense	Exploitation d'une installation de produits explosifs : Avis au préfet sur le dossier de demande d'agrément technique
R. 4524-7	Présidence du comité interentreprises de santé et de sécurité au travail (ICPE, PPRT)
R. 4533-6 et R. 4533-7	Dérogation en matière de voie et réseaux divers pour certaines opérations de bâtiment ou de génie civil
L. 4721-1 à 3	Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1
L. 4733-8 à L. 4733-12	Décision de suspension ou de rupture du contrat de travail ou de la convention de stage d'un jeune travailleur
L. 4741-11	Avis dans le cas d'adoption par le juge d'un plan de rétablissement des conditions de santé et de travail présenté par une entreprise
Art. D.717-76 du code rural et de la pêche maritime	Décision de nomination des représentants titulaires et suppléants à la commission paritaire départementale d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionnée à l'article L.717-7 du code rural
Art. R.716-16-1 du code rural et de la pêche maritime	Décision de dérogation collective à l'échelle départementale ou infra-départementale aux règles d'hébergement des travailleurs saisonniers agricoles
Alternance et apprentissage	
L.6225-4 et R. 6225-9	Suspension en urgence des contrats d'apprentissage
L. 6225-5	Autorisation ou refus de reprise de l'exécution du contrat de travail après suspension du contrat d'apprentissage
L. 6225-6	Interdiction de recrutement de nouveaux apprentis ou de jeunes titulaires de contrats d'insertion en alternance
R. 6225-10 à R. 6225-12	Décision sur demande d'un employeur de lever une interdiction de recruter de nouveaux apprentis

Enfants dans le spectacle, les professions ambulantes, la publicité et la mode	
L. 7124-1 et R. 7124-4	Instruction de la demande d'autorisation individuelle d'embauche d'un enfant de moins de 16 ans
Travail à domicile	
R. 7413-2	Demande de contrôle de la comptabilité du donneur d'ouvrage
L. 7422-2 et R. 7422-2	Avis au Préfet sur la composition de la commission départementale compétente pour donner un avis sur les temps d'exécution des travaux
Contribution spéciale pour l'emploi d'étranger sans titre de travail	
L. 8254-4, D. 8254-7 D. 8254-11	Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII, information des personnes mentionnées dans le PV, et avis sur la possibilité de faire application de la règle de la solidarité financière du donneur d'ordre

Article 2 :

La responsable de l'unité départementale de la Vienne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Fait à Saint Benoit, le 26 avril 2018

La responsable de l'unité départementale de la Vienne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine,

Agnès MOTTET